

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LA
COMPÉTENCE DU JUGE DE PAIX
EN MATIÈRE DE SAISIE-ARRÊT

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Vendredi 10 Juin 1910, à 3 heures

PAR

Maurice PLUM

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

Président : M. TISSIER.

Suffragants { MM. MAY, *Professeur*,
WAHL, *Professeur*.

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE
ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT, ET RUE TOULLIER, 13

1910

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

**La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation
aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être
considérées comme propres à leurs auteurs.**

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LA
COMPÉTENCE DU JUGE DE PAIX
EN MATIÈRE DE SAISIE-ARRÊT

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Vendredi 10 Juin 1910, à 3 heures

PAR

Maurice PLUM

AVOCAT A LA COUR D'APPEL



Président : M. TISSIER.

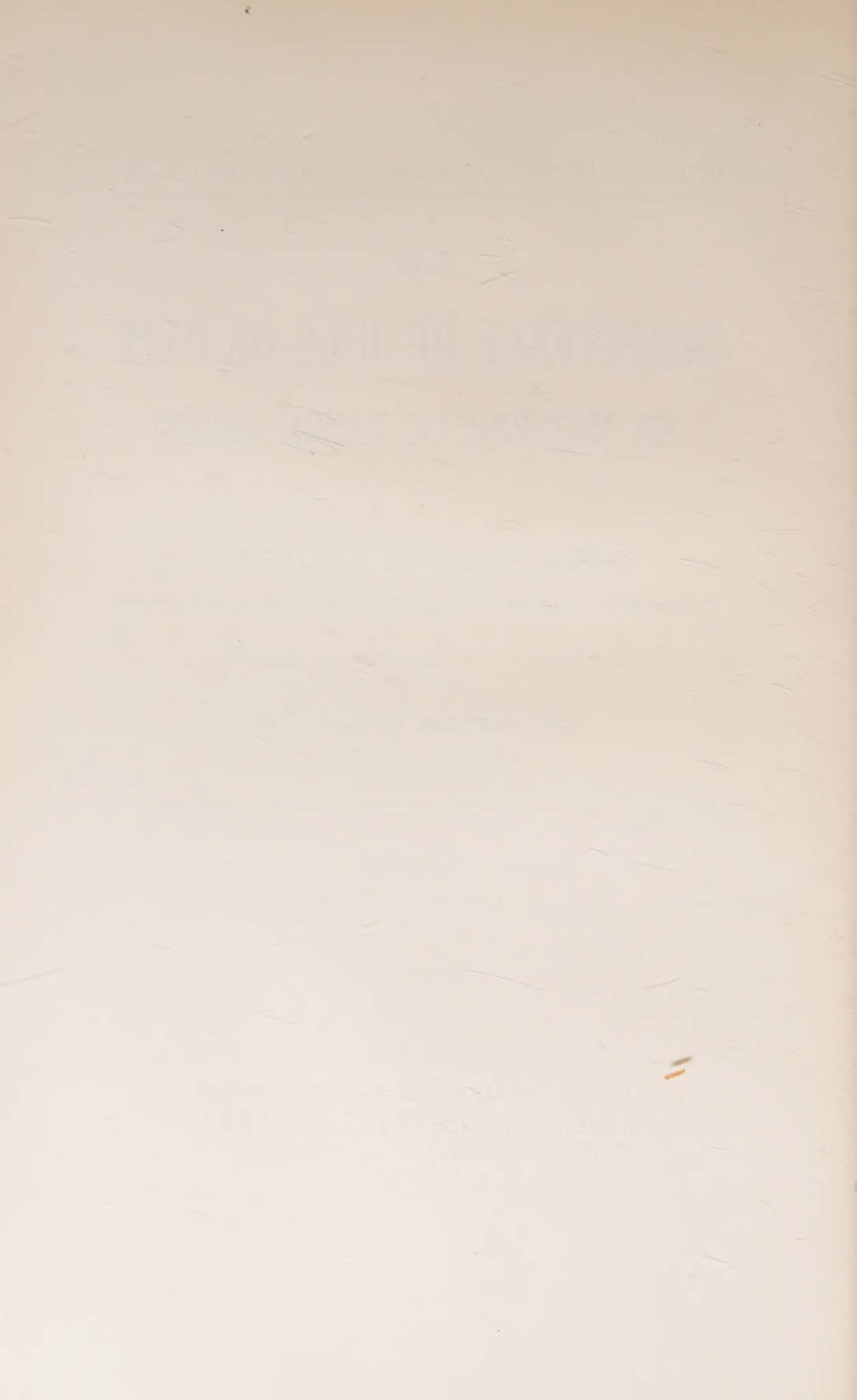
Suffragants { MM. MAY, Professeur,
WAHL, Professeur.

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE
ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

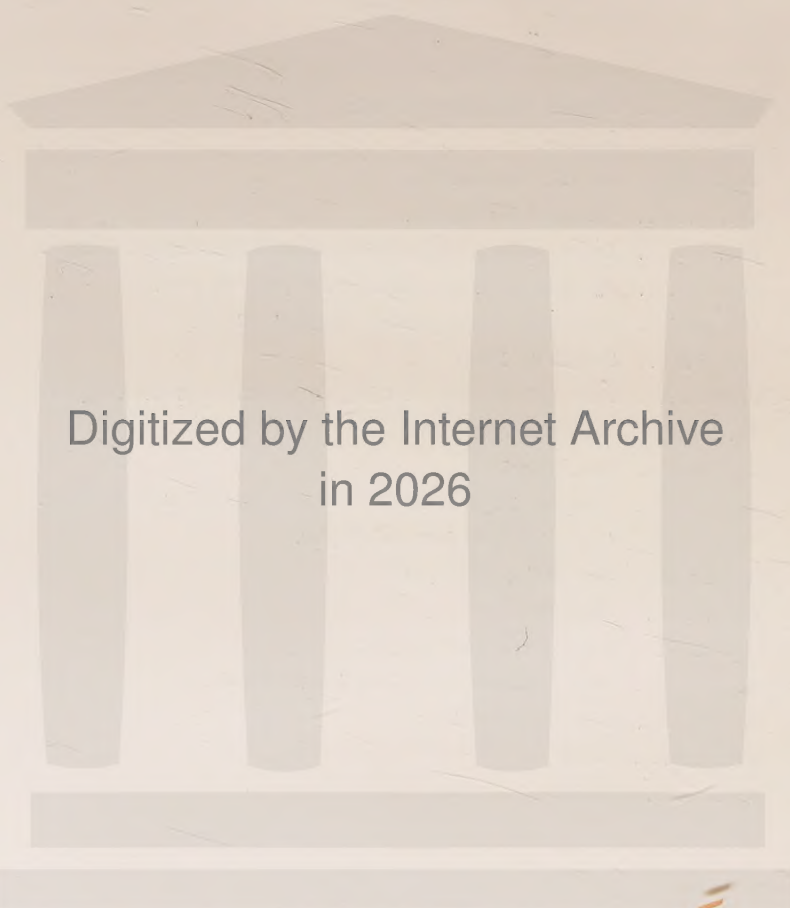
14, RUE SOUFFLOT, ET RUE TOULLIER, 13

1910



ABRÉVIATIONS

<i>Ann.</i>	Annales des justices de paix.
<i>ann.</i>	annexes.
<i>Bull. comm.</i> .	Bulletin commentaire.
<i>Ch.</i>	Chambre des députés.
<i>D.</i>	Dalloz : Jurisprudence générale. Recueil périodique et critique.
<i>Décis.</i>	Bulletin spécial des décisions des juges de paix.
<i>Doc. parl.</i> . .	Documents parlementaires (Journal officiel).
<i>Gaz. Pal.</i> . . .	Gazette du Palais.
<i>Journ.</i>	Journal des juges de paix, juges suppléants et greffiers de paix.
<i>Journ. proc.</i> .	Journal de procédure.
<i>Lois nouv.</i> . .	Lois nouvelles.
<i>Mon</i>	Moniteur des juges de paix, de leurs suppléants et des greffiers.
<i>Pand. fr. pér.</i> .	Pandectes françaises périodiques.
<i>Rec. des som.</i> .	Recueil des sommaires.
<i>rép.</i>	répertoire.
<i>Rev.</i>	Revue des justices de paix.
<i>S.</i>	Sirey : Recueil général des lois et arrêtés.
<i>S. chr.</i>	Sirey chronologique.
<i>Sén.</i>	Sénat.
<i>v°.</i>	verbo.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

INTRODUCTION

La compétence du juge de paix a subi depuis 1790 une évolution lente mais remarquable. Pour en bien saisir le sens et en préciser l'importance, il n'est pas inutile de se reporter aux travaux de l'Assemblée constituante et d'y rechercher les idées essentielles qui ont présidé à l'établissement des justices de paix. On ne saurait mieux faire que de relire les passages les plus caractéristiques du discours célèbre que Thouret, le créateur de l'institution, prononça à la séance du 7 juillet 1790 (1) : « L'institution des Juges de Paix est connue chez plusieurs Nations ; elles ont varié sur le mode de l'établissement. Le désir le plus général pour le fond de la chose en elle-même, est de procurer aux Habitans des campagnes une justice prompte, facile, et pour ainsi dire domestique, qui n'exige pas l'appareil d'une procédure ruineuse et qui ne demande pas d'autres lois que les indications du bon sens ; c'est

(1) Voir le *Moniteur universel* du 8 juillet 1790.

sans doute un grand bienfait pour les Citoyens long-tems dupes des Praticiens. On ne verra plus les chemins qui conduisent des Villages aux Villes, couverts de Plaideurs allant consulter des Juges, faits plutôt pour embrouiller que pour décider les différends. Pour être Juges de Paix, il suffira d'avoir les lumières de l'expérience et d'un bon jugement, et l'habitude des contestations. » Plus loin Thouret ajoute : « Si les Juges de Paix n'étaient que des médiateurs, ils deviendraient inutiles ; tous leurs efforts n'arrêteraient pas les Plaideurs. Votre Comité vous proposera donc de réunir en eux le double caractère de médiateurs et de Juges... La Justice de Paix ne doit point être sujette aux rigueurs de la Procédure. Un Règlement très simple en doit faire tout le Code. Il faut aussi en écarter les formes, parce qu'elle doit être bonne, prompte et exempte de frais. Il faut que tout homme de bien, pour peu qu'il ait d'expérience et d'usage, puisse être élu Juge de Paix. Il n'aura à prononcer que sur des décisions simples, qu'il pourra juger sans appel, jusqu'à la concurrence de 50 livres dans les causes personnelles... Le Comité a pensé aussi que les Juges de Paix pourraient juger jusqu'à la concurrence de 100 livres à la charge de l'appel. »

Ainsi, dès le début de l'institution, les deux fonctions essentielles du juge de paix apparaissent nettement : il est conciliateur et il est juge. Mais, dans l'esprit des législateurs de 1790, « la conciliation est la

règle, la juridiction l'exception (1). » Certains soutiennent même que le nom de juge de paix est en opposition avec toute idée de juridiction contentieuse, qu'il s'agit en effet non de créer une nouvelle classe de magistrats, mais de mettre à la portée des justiciables des campagnes un homme de bien, jouissant de l'estime de tous, dont la mission doit être uniquement d'arranger toutes contestations entre particuliers avant qu'elles ne dégénèrent en procès. Et si Thouret demande qu'on attribue au juge de paix une certaine compétence, ce n'est pas qu'il ait une autre conception de la nouvelle institution : mais il se rend compte que le rôle de médiateur ne peut être tenu avec succès que par un juge véritable. Il limite, d'ailleurs, la juridiction contentieuse du juge de paix aux litiges de minime importance pour la solution desquels l'expérience des affaires et la rectitude du jugement sont seules nécessaires.

Les espérances que l'Assemblée constituante avait fondées sur le préliminaire de conciliation furent en partie déçues. Lors de la rédaction du Code de procédure, les Cours d'appel demandèrent même la suppression de ce qu'on ne considérait plus que comme une cause de lenteurs et de frais. La tentative de con-

(1) Antoine Faure. De l'extension de la compétence des juges de paix (*Revue critique de législation et de jurisprudence*, nouv. sér., t. XI, 1882, p. 300).

ciliation fut pourtant maintenue : on se borna à en restreindre l'application dans de justes limites (1). Aujourd'hui elle n'est plus dans les grandes villes qu'une vaine formalité, mais elle réussit encore fréquemment à la campagne et dans les petites villes où l'influence du juge de paix est plus considérable (2).

Si la fonction conciliatrice du juge de paix n'a pas donné les résultats qu'en attendait le législateur de 1790, à l'inverse, sa fonction judiciaire a remporté auprès des justiciables un succès complet, tellement, que les pouvoirs du juge de paix en matière de juridiction contentieuse se sont sans cesse étendus depuis le commencement du ^{xix}^e siècle. Les deux lois du 25 mai 1838 et du 12 juillet 1905 sur la compétence civile des juges de paix sont les deux étapes les plus notables de cette lente progression ininterrompue. Le taux de la compétence en matière personnelle et mobilière, de 50 livres en dernier ressort et 100 livres à charge d'appel, passe d'abord à 100 et 200 francs pour atteindre 300 et 600 francs. Le juge de paix acquiert même la connaissance en premier ressort de certaines

(1) Art. 48 et suivants du C. proc. civ.

(2) Nous ne parlons pas de la « petite conciliation » rendue obligatoire seulement par la loi du 2 mai 1855 et qui s'applique aux affaires de la compétence du juge de paix : celle-ci donne des résultats très satisfaisants. Il est facile de s'expliquer que le juge de paix, devant connaître du litige en cas de non-conciliation, ait plus d'autorité aux yeux des parties et puisse dès lors plus facilement les amener à un arrangement.

contestations à quelque somme que la demande puisse s'élever. On s'est bien éloigné de la conception primitive qui limitait sa compétence aux litiges simples qui n'exigent du juge que les seules lumières du bon sens. Mais l'institution, pour avoir changé de caractère, n'en vaut que plus : car, si c'était une pure utopie de croire que la plus grande partie des plaideurs seraient arrêtés « aux avenues du temple de la justice » par des hommes de bien qui les « exhorteraient à transiger en passant (1) », c'était une réforme infiniment désirée et très réalisable que la création d'une « justice populaire offrant aux citoyens, dans la plupart de leurs litiges journaliers, des décisions rapides, débarrassées de la plus grande partie des frais qui aggravent encore le mal du procès (2). »

Il ne faut pas s'étonner qu'une institution qui a, en somme, fort bien répondu à cette nécessité, ait vu son domaine s'accroître chaque jour : on ne peut que se féliciter de ses progrès si, toutefois, le législateur se décide à exiger de tous les juges de paix des connaissances juridiques qui leur sont désormais indispensables (3).

(1) Boncenne, *Théorie de la procédure civile*, t. I, p. 265.

(2) Rapport de M. Jean Cruppi, déposé à la Chambre des députés, le 25 février 1903 (*Doc. parl. Ch.*, 1903, ann., n° 773, p. 232).

(3) La loi de 1903 s'est montrée trop large à cet égard ; aux termes de l'art. 19, 4° peuvent être nommés juges de paix : « ceux qui, à défaut de licence ou de baccalauréat en droit ou de certificats de

Le sujet que nous allons traiter nous permettra, mieux que tout autre, de comprendre cette extension de la compétence des juges de paix qui peut être considérée comme un des faits importants de l'histoire judiciaire de la France depuis un siècle. Pour déterminer la compétence du juge de paix en matière de saisie-arrêt, nous aurons à nous reporter aux dispositions de trois lois différentes. En 1838, le législateur n'avait pas cru possible, pour des raisons que nous exposerons, de donner compétence au juge de paix en cette matière. Les mêmes scrupules ne l'arrêtèrent pas un demi-siècle plus tard lorsqu'il modifia, en faveur des ouvriers et des employés les moins rémunérés, la procédure compliquée de la saisie-arrêt : la loi du 12 janvier 1895 attribua au juge de paix la connaissance exclusive des saisies-arrêts formées sur les salaires et les petits traitements. Il était naturel d'invoquer ce précédent lors de la réfection de la loi sur la compétence des juges de paix ; aussi l'art. 14 de la loi du 12 juillet 1905 a conféré au juge de paix une compétence limitée en matière de saisie-arrêt de

capacité, auront exercé pendant dix ans les fonctions de maires ou adjoints, ou conseillers généraux... » Cette disposition a engendré dans la pratique, les abus qu'on devait en attendre. Le Garde des Sceaux, à la séance de la Chambre du 17 décembre 1909, réclamant une réforme sur ce point, cite l'exemple d'un département « où il semble admis que les fonctions électives soient en dehors de toute aptitude professionnelle la voie d'accès normale aux places de juges de paix » (*Doc. parl. Ch.*, 1909, p. 3559).

droit commun. Enfin, la loi du 13 juillet 1907 a augmenté, dans un cas particulier, les pouvoirs qui venaient d'être accordés au juge de paix. Nous étudierons, dans leur ordre chronologique, ces différents textes, nous réservant de donner en concluant une vue d'ensemble pour montrer comment leurs domaines respectifs se complètent l'un l'autre.

La saisie-arrêt est la voie d'exécution par laquelle un créancier fait défense au débiteur de son débiteur de se libérer entre les mains de ce dernier et demande à justice que les sommes ou effets devenus ainsi indisponibles lui soient attribués jusqu'à complet paiement. Encore que sa procédure, telle qu'elle est réglée par le Code, soit compliquée et coûteuse, la saisie-arrêt a l'avantage de pouvoir être pratiquée par un créancier qui ne possède pas de titre exécutoire et de frapper à l'improviste avant que le débiteur de mauvaise foi n'ait le temps de prendre ses précautions pour se soustraire à l'exécution. Aussi a-t-elle une importance pratique considérable. Il n'est donc pas sans intérêt de déterminer d'une manière précise les cas où le juge de paix est compétent pour en connaître.

Notre étude se bornera strictement aux questions de compétence ; il en est de vivement controversées sur lesquelles la jurisprudence hésite ou fait fausse route : elles nous ont semblé mériter d'être envisagées d'une façon plus complète qu'elles ne l'ont été jusqu'ici.

PREMIÈRE PARTIE

Période antérieure à 1895 (1)

Avant la loi du 12 janvier 1895, le juge de paix avait-il une certaine compétence en matière de saisie-arrêt ? L'étude de cette question, pour avoir aujourd'hui perdu toute son utilité pratique, n'en conserve pas moins d'intérêt aux points de vue dogmatique et historique.

Il est nécessaire de rappeler que, dans la procédure de saisie-arrêt, le juge peut avoir à intervenir à trois occasions distinctes :

(1) Bibliographie : Bioche, *Dictionnaire des juges de paix* ; Boitard, *Leçons de procédure civile* (10^e édit.) ; Bonnin, *Commentaire de la procédure civile* ; Bost, *Encyclopédie des juges de paix* ; Carré et Chauveau, *Lois de la procédure civile et commerciale* (5^e édit.) ; Curasson, *Traité de la compétence des juges de paix* (4^e édit.) ; Garsonnet, *Traité théorique et pratique de procédure* (2^e édit. revue et complétée par Cézair-Bru) ; Guilbon, *Compétence civile des juges de paix* ; Million et Beaume, *Dictionnaire général de la compétence des justices de paix* (4^e édit.) ; Pigeau, *Commentaire sur le Code de procédure civile* ; Rodière, *Exposition raisonnée des lois de la compétence et de la procédure en matière civile* ; Roger, *Traité de la saisie-arrêt* (2^e édit.) ; Rousseau et Laisney, *Dictionnaire de procédure civile*.

1° Si le créancier ne possède pas de titre, il doit obtenir du juge la permission de saisir-arrêter ;

2° Une fois la saisie-arrêt pratiquée, le juge est appelé à statuer sur la demande en validité formée par le saisissant ou sur la demande en mainlevée formée par la partie saisie ;

3° Enfin la déclaration affirmative que le tiers saisi est tenu de faire relativement au montant de sa dette, peut être contestée soit par le saisissant, soit par le saisi : elle donnera lieu alors à une instance parallèle à la précédente, mais distincte.

Contrairement à l'ordre logique qui sera suivi dans la deuxième et la troisième partie, il y a intérêt ici à rejeter à la fin la discussion relative au pouvoir du juge d'autoriser la saisie.

§ 1^{er}. — Demandes en validité, nullité et mainlevée de saisie-arrêt.

Le Code de procédure civile, dans son art. 567 dispose : « La demande en validité, et la demande en mainlevée formée par la partie saisie, seront portées devant le tribunal du domicile de la partie saisie. »

Ce texte ne précisant pas quel est le tribunal dont il parle, on pouvait se demander s'il n'édicteait pas simplement une règle de compétence « *ratione personæ* ». Ainsi envisagé, il n'excluait ni le tribunal de commerce, ni le juge de paix. Dès lors, ne pouvait-on

pas admettre que, si la créance du saisissant était commerciale ou si elle rentrait dans les limites de la compétence du juge de paix, la demande en validité devait être portée devant le tribunal de commerce ou devant le juge de paix. Un auteur qui soutint cette opinion (1), pour qu'elle ne se heurtât pas au principe que les juges d'exception ne connaissent point de l'exécution des jugements, a fait la distinction suivante. La saisie-arrêt est-elle faite en vertu d'un jugement? Le juge de paix ne peut connaître de la demande en validité. Est-elle faite en vertu d'une créance non revêtue de jugement et de la compétence du juge de paix? Comme la saisie-arrêt est l'accessoire de la demande en paiement, la demande en validité doit être portée devant lui (2). Pour qu'on pût admettre cette distinction, il aurait fallu que la demande en validité d'une saisie-arrêt fût en principe, par sa nature, de la compétence du juge de paix, quand la créance rentrait dans cette compétence. Or, le juge de paix est un juge d'exception; sa compétence ne peut, par suite, être étendue hors des cas qui

(1) Pigeau, t. II, p. 164.

(2) Pigeau cite à l'appui de sa thèse un jugement d'appel du Tribunal de Paris du 16 germinal an XI (S. chr., 1, 2, 127). Ce jugement décide que la saisie-arrêt étant l'accessoire de la contestation relative à la créance, le tribunal de commerce a pu y statuer du moment que la créance a bien le caractère commercial. Dans le même sens : Turin, 17 janvier 1810; Nîmes, 3 décembre 1812; Rouen, 15 août 1819 et 21 juillet 1823.

sont expressément déterminés par la loi. Ni le Code de procédure, ni la loi de 1838, ni aucune loi spéciale ne lui attribuaient la connaissance des demandes en validité ou en mainlevée de saisie-arrêt. Le juge de paix était donc incompétent d'une façon absolue en cette matière ; c'est ce que décidait la majorité des auteurs (1). Outre l'argument que nous venons d'énoncer, qui, à lui seul, nous paraît suffisant pour assurer le succès de cette opinion, on pouvait invoquer la place du titre des saisies-arrests dans le livre V du Code de procédure dont la rubrique est : « De l'exécution des jugements ». Or, nous avons dit que les juges de paix ne connaissent pas de l'exécution des jugements. De plus, l'art. 567 du Code de procédure n'est-il pas suffisamment explicite et ne doit-il pas être interprété comme posant une règle de compétence « *ratione materiæ* » ; ces mots « le tribunal du domicile de la partie saisie », n'excluent-ils pas les justices de paix ? Enfin, les art. 574 et 575 du même titre supposent l'intervention d'avoués dont l'institution n'existe pas près des tribunaux d'exception. S'il était besoin, on pouvait encore faire appel aux travaux préparatoires de la loi du 25 mai 1838, d'où il résulte

(1) Bioche, v^o *Saisie-arrêt*, n^o 14 ; Bonnin, art. 567, p. 397 ; Carré et Chauveau, t. IV, quest. 1953, p. 613 ; Curasson, t. I, n^o 323, p. 469 ; Garsonnet et Cézard-Bru, t. IV, § 1416, p. 389 ; Guilbon, n^o 104, p. 60 ; Rodière, t. I, p. 131 ; Roger, n^o 505, p. 507 ; Rousseau et Laisney, t. VII, v^o *Saisie-arrêt*, n^o 415.

nettement que le législateur n'a pas cru devoir conférer au juge de paix, le pouvoir de statuer en matière de saisie-arrêt (1). La jurisprudence s'était rendue à ces raisons impérieuses et décidait, longtemps avant 1895, que les juges de paix étaient incompétents pour connaître des demandes en validité ou en mainlevée de saisies-arrêts, lors même que le montant de la créance, pour sûreté de laquelle elles avaient été pratiquées, n'excédait pas la compétence de ces magistrats (2).

§ 2. — Contestation sur la déclaration affirmative.

Aux termes de l'art. 570 du Code de procédure civile, le tiers saisi est assigné devant le tribunal qui doit connaître de la saisie, « sauf à lui, si sa déclaration est contestée, à demander son renvoi devant son juge. »

(1) « La saisie-arrêt met toujours en cause une troisième partie, outre le saisissant et le débiteur ; la suite de cette procédure nécessite une distribution entre plusieurs intéressés lorsqu'il survient des oppositions : statuer sur ces oppositions, prononcer sur la déclaration du tiers, saisi contre lequel est formée une demande véritablement indéterminée, ce serait là autant d'attributions qui entraîneraient le magistrat hors des limites ordinaires de sa compétence et qui l'appelleraient à décider des questions d'une solution souvent trop difficile ». (Discours du Garde des Sceaux, séance de la Chambre du 6 janvier 1837. *Moniteur universel* du 7 janvier).

(2) Rennes, 15 novembre 1851 (D., 1854, 5, 170 ; S., 1854, 2, 335) ; — Limoges, 4 juin 1856 (D., 1857, 2, 4 ; S., 1856, 2, 467) ; — Alger, 8 février 1860 (D., 1861, 2, 159 ; S., 1861, 2, 301).

L'expression employée ici par le législateur n'est pas plus précise que celle dont il s'est servi dans la rédaction de l'art. 567. Un doute pouvait naître. Cependant les auteurs décident en général qu'il faut entendre par « son juge » le juge qui serait compétent soit « *ratione personæ* », soit même « *ratione materiæ* » pour statuer sur la contestation relative à la dette du tiers saisi (1). Par suite, le tiers saisi pourrait demander à être renvoyé devant le tribunal de commerce, si la créance saisie-arrêtée est commerciale ; devant le juge de paix, si la créance rentre dans les limites de sa compétence. Cette opinion ne saurait qu'être approuvée. En effet, la contestation sur la déclaration du tiers saisi est une action personnelle qui, par sa nature, est de la compétence du juge de paix jusqu'à un certain taux. Or l'art. 570 du Code de procédure, pour le renvoi qu'il autorise, ne fait que se référer aux principes du droit commun.

§ 3. — Autorisation de saisir-arrêter.

Le créancier qui, n'ayant pas de titre, veut pratiquer une saisie-arrêt, doit obtenir l'autorisation du

(1) Boitard, t. II, n° 829, p. 210 ; Bonnin, art. 558, p. 392 ; Carré et Chauveau, t. IX (Suppl., t. III), v° *Saisie-arrêt*, n° 355 (suppl. à la quest. 1961 *ter*) ; Garsonnet et Cézard-Bru, t. IV, § 1428, p. 406 ; *Pandectes*, rép., v° *Saisie-arrêt*, n° 1621 et 1624 ; Rodière, t. I, p. 132 ; Roger, n° 600, p. 603 ; Tissier, Darras et Louiche-Desfontaines, *C. de proc. civ. annoté*, t. II, p. 517, sous l'art. 570, n° 4 et 5.

Voir dans le même sens un arrêt de la Cour de Paris du 22 juin 1865 (S., 1866, 2, 16).

juge. Avant les lois de 1895 et de 1905 qui lui ont conféré expressément ce pouvoir, le juge de paix avait-il qualité pour accorder cette autorisation ? Cette question a donné lieu à la controverse la plus vive et, jusqu'à la fin, la majorité de la doctrine et la jurisprudence sont restées en désaccord.

« S'il n'y a pas de titre, le juge du domicile du débiteur, et même celui du domicile du tiers saisi, pourront, sur requête, permettre la saisie-arrêt ou opposition ». Ainsi dispose, en termes vagues, l'art. 558 du Code de procédure. Peut-on trouver dans les travaux préparatoires de ce Code l'expression de la volonté du législateur ? Nous voyons dans les observations de la section de législation du Tribunal que le juge dont il est question ne peut être qu'un juge du tribunal de première instance (1) : la discussion ne s'éleva que sur le point de savoir si on donnerait le pouvoir de permettre la saisie-arrêt à tout président de tribunal ou seulement à l'un d'eux ; une solution mixte triompha. En d'autres termes, la question de la compétence « *ratione personæ* » fut seule débattue, tout le monde étant d'accord sur la qualité du magistrat.

L'opinion qui refusait au juge de paix le pouvoir d'autoriser la saisie-arrêt, pouvait, outre les travaux préparatoires, invoquer les arguments suivants. Le

(1) Locré, *Code de procédure civile*, t. II, p. 389.

juge de paix, juge d'exception, n'a d'autre compétence que celle qui lui est attribuée expressément par la loi. Aucun texte ne lui confère le pouvoir de permettre les saisies-arêts. Au contraire, en matière de saisie foraine, l'art. 822 s'explique formellement : « Tout créancier, même sans titre, peut, sans commandement préalable, mais avec l'autorisation du président du tribunal de première instance *et même du juge de paix*, faire saisir... » Ne faut-il pas en conclure que le législateur, quand il a l'intention d'étendre la compétence du juge de paix, sait s'exprimer clairement ? De même la loi de 1838, dans son art. 10, donne au juge de paix le pouvoir d'autoriser une saisie-gagerie ; elle ne contient aucune disposition analogue en matière de saisie-arêt.

La jurisprudence a presque toujours admis l'opinion que nous venons d'exposer (1). Quelques auteurs l'ont enseignée (2) ; mais la majorité se prononce en faveur de la compétence du juge de paix, au cas où la créance du saisissant n'en excède pas les limites (3) ; certains exigent encore qu'il en soit de même de la créance

(1) Trib. civ. de la Seine, 21 octobre 1853 (*Journ. de proc. de Bioche*, t. XIX, p. 474, art. 5342) ; Trib. civ. d'Agen, 25 avril 1857 (*Ann.* 1858, p. 162) ; Trib. civ. de Niort, 21 février 1874 (*Ann.* 1874, p. 214) ; Trib. civ. de La Flèche, 20 juillet 1882 (*Ann.* 1882, p. 345) ; Trib. civ. d'Oran, 8 avril 1889 (*Ann.* 1890, p. 65).

Contrà : Trib. civ. de Mauriac, 4 juillet 1883 (*Ann.* 1885, p. 72).

(2) Pigeau, t. II, p. 155 ; Rodière, t. III, p. 164.

(3) Bioche, v° *Saisie-arêt*, n° 2 ; Bost, *op. cit.* v° n°s 2 et 3 ; Carré et Chauveau, t. IV, quest. 1933, p. 569 ; Guilbon, n°s 103 et 104, p. 59 ; Million et Beaume, v° *Saisie-arêt*, n° 2 ; Roger, n° 142, p. 171.

saisie-arrêtée (1). A vrai dire, les auteurs semblent se laisser très fortement influencer par l'utilité pratique de la solution qu'ils défendent. Au double point de vue de la rapidité et des frais de la procédure, il importait beaucoup qu'on reconnût aux justiciables des campagnes le droit de s'adresser au magistrat cantonal, afin qu'ils ne fussent pas obligés de se rendre au chef-lieu d'arrondissement et d'y constituer un avoué. Comme argument juridique, les auteurs rappellent que la première phase de la procédure de saisie-arrêt a un caractère purement conservatoire, non exécutoire. Il n'y a donc pas les mêmes raisons qu'en matière de validité de la saisie pour écarter la compétence du juge de paix et la formule de l'art. 558 est assez large pour qu'on puisse la considérer comme s'appliquant au juge de paix. Les partisans de cette doctrine tirent encore un argument d'analogie de l'art. 822 du Code de procédure et de l'art. 10 de la loi de 1838 : ils oublient qu'en matière exceptionnelle un tel raisonnement ne saurait valoir.

On peut résumer et dire qu'avant la loi de 1895 le juge de paix ne pouvait, d'après la jurisprudence, d'ailleurs très juridiquement fondée, ni autoriser, ni valider une saisie-arrêt. Mais la contestation sur la déclaration affirmative du tiers saisi pouvait être renvoyée devant son tribunal.

(1) Garsonnet et Cézard-Bru, t. IV, n° 1392, p. 342 ; *Pandectes*, rép., v° *Saisie-arrêt*, n° 428 et 429.

DEUXIÈME PARTIE

Compétence attribuée au juge de paix par la loi du 12 janvier 1895 (1)

CHAPITRE PREMIER

LES CAUSES DE LA RÉFORME PARTIELLE DE 1895.

Il est permis de se demander pourquoi le législateur de 1895 a, par un singulier revirement, attribué au juge de paix des pouvoirs considérables en une matière dont il avait jugé bon jusqu'alors de l'exclure. Mais,

(1) Bibliographie : Bouvier-Bangillon, *Commentaire de la loi du 12 janvier 1895* (Pand. fr. pér., 1896, 3, 1) ; César-Bru, *La saisie-arrêt des salaires et petits traitements* ; Emion, *La saisie-arrêt sur les salaires et les petits traitements* ; Foncin, *De la saisie-arrêt des salaires* ; Fortier, *Commentaire de la loi du 12 janvier 1895* (Bull. comm. des lois nouv., février 1895, n° 7) ; Le Pelletier, *Manuel pratique de la loi du 12 janvier 1895 sur la saisie-arrêt* (nouv. édit., 1908) ; Million et Beaume, *Dictionnaire général de la compétence des justices de paix* (5° édit.) ; Pabon, *Traité sur la saisie-arrêt des salaires, gages des gens de service et petits traitements* (3° édit.) ; Schaffhauser et Chevreton, *Commentaire de la loi du 12 janvier 1895* (Lois nouvelles, 1897, 1, 22).

si on considère un instant le double but que poursuivait ce législateur, on comprendra facilement que le principe de la compétence du juge de paix ait été admis sans discussion.

Le salaire de l'ouvrier, étant le plus souvent son unique ressource, a, au plus haut point, le caractère alimentaire pour une quotité qui varie avec son chiffre et les charges de l'ouvrier. Or, le Code de procédure civile, qui, dans son art. 581, déclare insaisissables les provisions alimentaires adjugées par justice et les sommes données ou léguées à titre d'aliments, par une négligence regrettable, ne contenait aucune disposition restreignant le droit du créancier d'un ouvrier de saisir-arrêter aux mains du patron la totalité du salaire. Soutenue par la doctrine, la jurisprudence avait, il est vrai, atténué la rigueur d'un principe dont les conséquences eussent été néfastes : s'inspirant du régime de faveur établi par la loi du 21 ventôse an IX, pour le traitement des fonctionnaires (1), raisonnant par analogie avec les art. 581 et 592 du Code de procédure, elle n'autorisait la saisie-arrêt que sur une partie du salaire. Une réforme législative, déjà réalisée dans certains pays (2), s'imposait néanmoins, tant pour

(1) Aux termes de cette loi, les traitements des fonctionnaires sont saisissables seulement jusqu'à concurrence du cinquième sur les premiers 1000 francs, du quart sur les 5000 suivants, et du tiers sur la portion excédant 6000 francs.

(2) Allemagne, loi du 21 juin 1869 ; Autriche, lois du 29 avril 1873

prévenir un changement de jurisprudence, peu probable mais dangereux, que pour fixer la quotité saisissable du salaire.

La procédure de la saisie-arrêt, telle qu'elle est réglée par le Code de procédure, est compliquée, par suite coûteuse. Dans son application aux salaires et aux petits traitements, c'était là un inconvénient grave, un abus auquel il était urgent de remédier, sans attendre la réforme depuis longtemps déjà réclamée du Code de procédure (1).

Détermination de la partie saisissable du salaire, simplification de la procédure de saisie-arrêt des salaires : tels sont les deux objets de la loi du 12 janvier 1895. Doit-on s'étonner si, parmi les moyens employés pour réaliser la seconde de ces réformes, l'attribution de la compétence au juge de paix a été unanimement demandée par les auteurs des nombreuses propositions qui se sont succédé pendant dix ans ? Les raisons qui ont fait admettre en cette matière la compétence du juge de paix sont celles qui, sans cesse, ont présidé à cette évolution

et du 26 mai 1888 ; Province de Québec, acte de 1881 ; Russie, règlement de 1886 ; Belgique, loi du 18 août 1887. Voir sur les dispositions de ces lois César-Bru, p. 3.

(1) Il se pouvait que la moitié des sommes saisies-arrêtées fût absorbée par les frais. Voir les chiffres cités dans l'exposé des motifs de la proposition de M. Jacquemart (*Doc. parl. Ch.*, 1889, s. extr. ann., n° 167, p. 333) et du projet de M. Jules Roche (*Doc. parl. Ch.*, 1891, ann. n° 1506, p. 1430).

dont nous parlions en commençant ; le rapport de M. Régismanset, les énumère avec précision : « On s'explique facilement la tendance actuelle à préférer la juridiction du juge de paix à celle des tribunaux de première instance, quand il s'agit de petits litiges sans importance : l'audience du juge de paix est moins solennelle, plus familière ; la contradiction y est permise même avec le juge ; les parties s'expliquent en personne, ce qui n'est indifférent, ni au point de vue de l'économie des frais, ni au point de vue de l'équité : l'attitude des parties, l'accent de sincérité, l'énergie des protestations sont de précieux éléments à consulter pour un juge clairvoyant, et en somme, il ne faut pas oublier que c'est à la comparution personnelle des parties et à leur interrogatoire direct que recourent les tribunaux, quand ils sont le plus embarrassés de décider. Enfin, et en tout état de cause, la conciliation intervient plus facilement devant le juge de paix qui la désire et peut en donner acte sans frais et sans recourir à des intermédiaires (1). »

(1) *Doc. parl. Sén.*, 1894, ann. n° 138, p. 178.

CHAPITRE II

ÉTENDUE D'APPLICATION DE LA LOI DU 12 JANVIER 1895

Pour déterminer la compétence attribuée au juge de paix par la loi du 12 janvier 1895, il est nécessaire de fixer d'abord avec précision les limites d'application de cette loi. Cette question, ayant été traitée dans maint ouvrage, il ne nous a pas paru intéressant de lui donner tout le développement qu'elle pourrait comporter et nous nous bornerons à rappeler les résultats généralement admis, en donnant les solutions de la jurisprudence la plus récente.

§ 1. — Objets saisissables.

La loi du 12 janvier 1895 ne vise que les saisies-arrêts pratiquées sur les salaires des ouvriers et gens de service, et sur les appointements ou traitements des employés ou commis et des fonctionnaires : c'est-à-dire sur la rémunération accordée à celui qui loue ses services, en échange du travail qu'il fournit. Le criterium auquel on doit s'attacher est donc simple :

qu'on se demande si la somme qu'il s'agit de saisir représente bien la contre-partie du travail dans le contrat intervenu entre le débiteur et le tiers saisi. Si la réponse est affirmative, on ne pourra saisir-arrêter que le dixième de cette somme, il faudra suivre la procédure de la loi de 1895 et le juge de paix sera compétent pour délivrer l'autorisation et, plus tard, pour statuer sur les contestations relatives à la saisie. Si, au contraire, la réponse est négative, le juge de paix ne sera pas compétent en vertu de la loi de 1895 ; néanmoins il pourra peut-être, comme nous le verrons dans la suite, connaître de la saisie en vertu de l'art. 14 de la loi du 12 juillet 1905 ; mais, dans ce cas, la totalité de la somme pourra être saisie et la procédure sera celle du Code de procédure.

Dans la pratique, il s'est présenté des hypothèses où un doute était possible : la jurisprudence a su le dissiper par une exacte application du principe que nous venons de poser. Elle a décidé, par exemple, que la loi du 12 janvier 1895 est inapplicable aux arrérages des pensions de retraite (1). Si la pension de retraite a été constituée en partie ou en totalité à l'aide de retenues que le patron a opérées sur le salaire de l'ouvrier, on pourrait être tenté, en considérant l'origine de ces sommes, de dire : il s'agit bien là de

(1) Angers, 21 décembre 1897 (D., 1898, 2, 515 ; S., 1898, 2, 128, Ann., 1900, p. 27) ; — Rennes, 15 avril 1902 (S., 1902, 2, 304) ; — Cass., 12 février 1906 (S., 1906, 1, 350).

salaires dont le paiement a été seulement différé, du consentement de l'ouvrier ; pourquoi ne pas suivre la procédure de la loi de 1895 ? Cette opinion ne nous paraît pas sérieusement soutenable. En droit, les choses se sont passées comme si l'ouvrier avait touché son salaire intégral, puis avait remis chaque année au patron, pour se constituer une pension, une somme égale à la retenue : il y a un nouveau contrat indépendant du contrat de louage de travail, et c'est en vertu de ce contrat que les arrérages sont payés par le patron à son ancien ouvrier. Ils ne représentent nullement un travail fourni par le débiteur. Dès lors, on doit écarter toute application de la loi de 1895.

La loi de finances du 17 avril 1906, dans son art. 65, décide que les pensions de retraites servies aux ouvriers, employés, à leurs veuves ou à leurs orphelins par une caisse spécialement constituée à cette fin dans l'administration ou l'établissement auquel ils sont attachés, sont insaisissables jusqu'à concurrence de 360 francs. Pour le surplus, ces pensions ne sont saisissables que « dans les limites prévues par la loi du 12 janvier 1895 ». Faut-il conclure de ce texte que la procédure à suivre pour saisir cet excédent sera celle de la loi de 1895 ? On peut croire que ce fut la pensée du législateur, mais la formule dont il s'est servi est insuffisante. En effet, une disposition exceptionnelle doit être interprétée strictement : or, l'art. 65 de la loi du 17 avril 1906 s'occupe seulement de fixer la

quotité saisissable des pensions de retraite ; il ne se réfère donc qu'à la première partie de la loi de 1895, non à la seconde qui traite de la procédure.

La jurisprudence a encore décidé avec raison que la loi du 12 janvier 1895 ne peut être appliquée ni à l'indemnité de demi-salaire accordée à l'ouvrier victime d'un accident du travail conformément à la loi du 9 avril 1898 (1), ni à l'indemnité allouée par jugement pour brusque renvoi (2).

§ 2. — Débiteurs saisis.

Les débiteurs protégés par la loi de 1895 sont les ouvriers, les gens de service, les employés ou commis et les fonctionnaires. Les définitions de ces termes génériques sont simples : elles ont été données par tous les commentateurs. Il convient pourtant d'insister sur la nature des relations qui, d'une façon générale, doivent exister entre le saisi et le tiers saisi. Elles impliquent un certain lien de dépendance du premier vis-à-vis du second, qui caractérise les rapports de domestique à maître, d'ouvrier ou employé à patron (3).

(1) Trib. civ. de Nice, 24 février 1904 (D., 1908, 2, 269, Ann. 1909, p. 39).

(2) Cass., 18 décembre 1905 (D., 1907, 1, 187 ; S., 1906, 1, 66, Ann., 1908, p. 425).

(3) Voir à ce sujet la note de M. César-Bru, D., 1901, 2, 401, n. 1 et 2, et aussi Pabon, n° 33, p. 35 ; Schaffhauser et Chevreton, n° 13, *Lois nouv.*, 1897, 1, 37.

Sans ce lien de dépendance, il peut y avoir entre deux personnes de fréquents contrats de louage de services, mais la loi de 1895 ne s'appliquera pas. Ainsi, l'artisan qui travaille pour son propre compte et s'adresse directement au public, ne peut pas invoquer les dispositions de la loi de 1895. C'est le cas, par exemple, du cocher, établi à son compte, qui loue habituellement sa voiture au même client (1). De même le bénéficiaire de la loi de 1895 ne saurait être étendu à un débiteur qui est entrepreneur (2). La question a été discutée de savoir si la loi s'appliquait aux courtiers libres ou placiers : mais elle doit être résolue par la négative ; les courtiers ne sont sous la dépendance d'aucun patron ; ils jouent le rôle d'intermédiaires entre les fabricants et les acheteurs et touchent une commission sur chaque affaire qu'ils traitent. Aussi, quoique s'employant pour le compte d'autrui, le courtier libre n'en doit pas moins, à la différence du commis-voyageur attaché à une maison de commerce, être considéré comme un travailleur autonome (3).

Cependant la jurisprudence s'est montrée très large dans l'application de la loi de 1895, et, en cela, elle

(1) Just. de paix du xv^e arr. de Paris, 18 mars 1899 (D., 1900, 2, 217).

(2) Trib. civ. de Lyon, 19 novembre 1898 (D., 1900, 2, 217).

(3) Just. de paix de Lille (iv^e arr.), 4 juillet 1900 (*Gaz. Pal.*, 1900, 2, 477) Dans le même sens : Pabon, n^o 41, p. 43 en note ; Schaffhauser et Chevreton, n^o 18, *Lois nouv.*, 1897, 1, 39.

semble s'être conformée au vœu du législateur. On trouve plusieurs décisions qui l'ont étendue aux personnes exerçant des professions libérales, notamment aux médecins rétribués par les communes pour assurer les services d'assistances (1). Or les médecins ne semblent rentrer dans aucune des catégories énumérées par l'art. 1^{er}. On a, d'ailleurs, établi à ce sujet une distinction que nous ne pouvons admettre. Si l'indemnité allouée au médecin est fixée par année à un chiffre invariable, la loi s'applique parce qu'on a à faire à un traitement, mais si le médecin est rémunéré d'après le nombre des visites par lui faites aux malades, comme il ne s'agit plus de traitement, mais bien d'honoraires, on se trouve en dehors des termes de la loi de 1895 (2). Pourquoi, si l'on s'attache ainsi au mode de paiement de la rémunération du travail, ne pas décider de même que cette loi ne s'applique ni à l'ouvrier payé aux pièces ou à la tâche, ni au commis-voyageur payé à la commission? Mais les auteurs se gardent bien d'adopter une opinion aussi nettement contraire à l'esprit et même à la lettre de la loi de 1895. Ils ne sont donc pas logiques en faisant, au

(1) Trib. civ. de Lille, 8 juin 1896 (D., 1897, 2, 353; S., 1897, 2, 54); Trib. civ. de Narbonne, 26 mai 1897 (D., *loc. cit.*; S., 1898, 2, 182); Trib. civ. de Beauvais, 22 décembre 1899 (D., 1901, 2, 53; S., 1906, 2, 146 en note); *Contrà* : Trib. civ. d'Yvetot, 4 novembre 1904 (S., 1906, 2, 146).

(2) Voir le jugement du tribunal de Beauvais précité et la note du Sirey à propos du jugement du tribunal d'Yvetot.

sujet des médecins, la distinction que nous critiquons. Oublient-ils que dans la langue juridique, à propos du contrat de louage de services, les mots traitement et honoraires sont absolument synonymes ? (1). La jurisprudence s'est montrée mieux inspirée quand elle a décidé que la saisie-arrêt pratiquée sur le salaire d'un cocher de fiacre conformément à la loi de 1895 est pleinement valable, alors même que ce cocher est payé au moyen de prélèvements sur ses recettes (2). Au point de vue du mode de rémunération, la situation de ce cocher est semblable en droit à celle du médecin qui reçoit tant par visite. On devrait évidemment donner la même solution dans les deux cas, si l'on fait rentrer les membres des professions libérales dans les catégories de débiteurs visées par la loi de 1895.

§ 3. — Distinction établie par la loi entre les ouvriers et les employés.

La loi fait une distinction importante entre les ouvriers et gens de service d'une part, les employés, commis et fonctionnaires d'autre part. Elle s'applique aux salaires des premiers quel qu'en soit le montant, aux appointements ou traitements des seconds seulement s'ils ne dépassent pas 2,000 francs par an. Sans

(1) Planiol, t. II, n° 1844, p. 603.

(2) Cass., 22 février 1909 (*Journ.*, 1909, p. 169).

apprécier cette disposition au point de vue critique (1), nous devons constater qu'elle a engendré de sérieuses difficultés pratiques. S'il est en général assez simple de distinguer un domestique d'un employé ou d'un fonctionnaire, la ligne de démarcation entre l'ouvrier et l'employé est difficile à préciser. Nombreuses sont les décisions de jurisprudence qui tranchent en fait la question de savoir si le débiteur saisi est ouvrier ou employé. Il ne nous appartient pas, dans cette étude, de les passer en revue, mais il est utile de dire au moins quel est le criterium ordinairement admis. On le tire de la nature du travail fourni par le débiteur : est-ce un travail exclusivement manuel, point de doute, on se trouve en présence d'un ouvrier (2) ; la profession du saisi exige-t-elle au contraire un travail où l'intelligence tient plus de place, il s'agit d'un employé (3). Mais il ne manque pas de situations intermédiaires où le travail du saisi est autant intellectuel que manuel. Aussi les auteurs ont-ils fait appel à

(1) Voir la discussion au Sénat : discours de M. Chovet et réponse de M. Regismanset (*Doc. parl. Sén.*, 1894, p. 921 et 923), et aussi le rapport de M. Rose à la Chambre (*Doc. parl. Ch.*, 1894, ann. n° 1103, p. 2240).

(2) Exemple : garçon étalier-boucher, Trib. civ. de la Seine, 16 décembre 1896 (D., 1897, 2, 353 ; S., 1898, 2, 285).

(3) Exemple : Un correcteur d'imprimerie, que sa culture intellectuelle et l'importance des travaux qu'il a à exécuter distinguent nettement des simples compositeurs, ne saurait être considéré comme un ouvrier mais comme un employé ; Trib. civ. de la Seine, 13 juillet 1908 (D., 1909, 5, 7).

d'autres considérations : ils ont dit, par exemple, qu'il fallait tenir compte du mode de calcul et de paiement de la rémunération qui fait l'objet de la saisie-arrêt (1). C'est un élément relatif et variable auquel il ne serait pas exact d'attacher trop d'importance. Enfin certains auteurs, soucieux d'étendre au plus grand nombre possible de débiteurs le régime de faveur établi par la loi de 1895, proposent, en cas de doute, de ranger le débiteur dans la catégorie des ouvriers (2). Ils appliquent ce principe aux mécaniciens employés dans les chemins de fer ; la jurisprudence demeure hésitante (3).

§ 4. — **Exception en faveur des créanciers d'aliments.**

L'art. 3 de la loi de 1895 admet, en faveur des créanciers de pensions alimentaires, une exception qui s'inspire de la disposition de l'art. 582 du Code de procédure. Il décide que les saisies faites pour le paiement des dettes alimentaires prévues par les art. 203, 205, 206, 207, 214 et 349 du Code civil ne sont pas soumises à la restriction établie par l'art. 1^{er}

(1) Note de M. Jean Appleton, D., 1897, 2, 354, n. 3 et 4.

(2) Foncin, p. 30 ; Pabon, n° 38, p. 38 ; Schaffhauser et Chevreson, n° 20, *Lois nouv.*, 1897, 1, 38.

(3) Just. de p. de Bordeaux, 25 juin 1907 (*Rec. des Somm.*, 1909, n° 629, p. 113), admettant l'opinion de la doctrine, voit dans le mécanicien un ouvrier ; *Contrà* : Just. de paix d'Ambérieu-en-Bugey, 14 août 1907 (*Rec. des Somm.*, 1909, n° 628, p. 113).

de la loi. Donc le créancier d'aliments peut saisir-arrêter plus du dixième du salaire. Le juge aura à déterminer en ce cas la quotité saisissable, comme il le faisait avant 1895.

Une difficulté se présente : devra-t-on suivre la procédure spéciale instituée par la loi de 1895 ? La compétence du juge de paix sera-t-elle celle qui lui est attribuée par la loi de 1895 ? Faudra-t-il, au contraire, se référer à la procédure et à la compétence de droit commun en matière de saisie-arrêt ? La question est discutée et la jurisprudence a eu à se prononcer. La première solution est adoptée par la majorité des auteurs et la plupart des décisions (1) : elle se fonde sur la pensée présumée du législateur. La loi de 1895 se compose de deux parties distinctes : la première règle l'insaisissabilité et l'incessibilité partielles des salaires et petits traitements ; la seconde, la procédure de la saisie-arrêt. Eu égard à la situation précaire du créancier, il était juste d'admettre une dérogation à la première partie de la loi, mais il n'y avait aucune raison pour aggraver encore la situation de l'ouvrier débiteur sans profit pour le saisissant, en fermant à

(1) Bouvier-Bangillon, *Pand. fr. pér.*, 1896, 3, 5, n. 4 ; César-Bru, p. 43 et 44 ; Pabon, n° 107, p. 117 ; Schaffhauser et Chevresson, n° 63, *Lois nouv.*, 1897, 1, 74.

Trib. civ. de la Seine, 22 mai 1896 (D., 1899, 2, 186 ; S., 1897, 2, 54, Ann., 1896, p. 319) ; Trib. civ. de Narbonne, 23 février 1897, (D., 1897, 2, 353 ; S., 1898, 2, 150, Ann., 1897, p. 351).

celui-ci la procédure rapide et économique organisée par la seconde partie de la loi. Comme, d'ailleurs, la disposition exceptionnelle se trouve placée dans le titre I^{er} et n'est pas répétée au titre II, n'est-il pas rationnel de conclure que le législateur a bien eu l'intention d'en restreindre la portée ? Les auteurs font aussi ressortir les inconvénients qu'aurait l'adoption de la solution contraire : si un créancier ordinaire, qui ne peut se prévaloir de l'art. 3, pratiquait une saisie-arrêt en même temps qu'un créancier d'aliments, il y aurait concurremment deux procédures distinctes, résultat tout à fait contraire au but de la loi qui est de grouper les différentes saisies pour diminuer les frais.

Cependant on a soutenu (1) que l'exception de l'art. 3 s'appliquait également à la procédure, par suite que le juge de paix n'était pas compétent en vertu de la loi du 12 janvier 1893 dans l'hypothèse que nous étudions. Un jugement récent (2) s'est même prononcé en ce sens. Il semble bien que ce soit s'attacher un peu trop à l'interprétation littérale des textes. On fait ce raisonnement : l'art. 6 qui ouvre le titre II sur la procédure s'exprime ainsi : « La saisie-arrêt sur les salaires et les appointements ou traitements ne dépassant pas annuellement 2,000 francs, dont il s'agit à l'art. 1^{er} de la présente loi... » Or

(1) Fortier, n° 28, *Bull. comm. des lois nouv.*, n° 7, p. 181.

(2) Trib. civ. de Dijon, 13 mai 1907 (*Rec. des Somm.*, 1909, n° 625, p. 112).

l'art. 1^{er} ne parle que des saisies du dixième ; c'est l'art. 3 qui s'occupe des saisies-arrêts faites pour le paiement des dettes alimentaires. La loi de 1895 constitue une dérogation au droit commun, ses dispositions doivent être interprétées restrictivement. On invoque encore les raisons budgétaires qui ont fait limiter la réforme de la procédure aux saisies-arrêts faites sur les salaires et les petits traitements : tous les actes nécessités par la procédure de la loi de 1895 sont rédigés sur papier non timbré et enregistrés gratis (art. 15).

CHAPITRE III

LES RÈGLES GÉNÉRALES DE LA COMPÉTENCE DU JUGE DE PAIX EN MATIÈRE DE SAISIES-ARRÊTS DE SALAIRES ET PETITS TRAITEMENTS.

§ 1^{er}. — Compétence « *ratione materiæ* »

Le juge de paix est seul compétent pour autoriser une saisie-arrêt sur les salaires et les petits traitements et pour statuer sur la validité ou la mainlevée de cette saisie (1). Le président du tribunal civil requis d'accorder cette autorisation devrait se déclarer d'office incompetent. De même, le tribunal civil devant lequel serait portée la demande en validité. Il s'agit là, en effet, d'une incompétence « *ratione materiæ* ». Les parties pourraient l'invoquer en tout état de cause (2).

(1) Certains conseils de prud'hommes avaient demandé, lors des travaux préparatoires, que la connaissance des saisies-arrêts formées sur les salaires fut attribuée aux conseils de prud'hommes. Mais on jugea qu'ils n'avaient pas « les lumières indispensables pour trancher les difficultés spéciales de procédure ou de droit civil que font naître parfois les saisies-arrêts ». Voir l'exposé des motifs du projet de M. Jules Roche (*Doc. parl. Ch.*, 1891, ann., n° 1506, p. 1431).

(2) Bordeaux, 10 août 1897 (D., 1898, 2, 515 ; S., 1899, 2, 81).

Si le juge de paix est toujours compétent pour connaître des saisies-arrêts sur les salaires des ouvriers et gens de service, il n'est compétent, lorsque le saisi est un employé, un commis ou un fonctionnaire, qu'autant que le traitement ne dépasse pas annuellement 2,000 francs. Dans ce cas, il faudra donc, pour déterminer la compétence, évaluer le montant du traitement. Au point de vue pratique, remarquons d'abord qu'il sera très difficile au créancier de savoir s'il doit ou non suivre la procédure de la loi de 1893 : comment se renseignera-t-il sur le montant des appointements de son débiteur ? Dans la discussion de la loi au Sénat, la question a été posée, mais il semble qu'on n'ait pas assez considéré les inconvénients de cette limitation de la compétence. Il est dit, dans le discours du rapporteur, M. Régismanset, que le créancier se renseignera auprès du patron (1). Mais il n'est pas rare qu'un patron refuse de révéler le montant des appointements qu'il donne à son employé (2). Et si

(1) « La plupart du temps, le petit fournisseur qui vend à crédit prend la précaution élémentaire de se renseigner sur les ressources de celui auquel il consent le crédit et, quand il s'agit d'administrations, de compagnies minières, d'établissements métallurgiques, le créancier peut apprendre du patron, au siège de la compagnie, quel est le traitement de l'employé. Par conséquent, c'est au créancier qui veut pratiquer la saisie-arrêt à se renseigner. Que risque-t-il ? Supposez qu'il y ait erreur ou qu'il soit trompé, il rectifiera la procédure » (*Doc. parl. Sén.*, 1894, p. 923).

(2) Il est admis qu'un silence injustifié ou une déclaration mensongère du patron l'expose à une action en responsabilité de la

le créancier, faute de renseignements, se trompe, il aura à supporter tous les frais résultant de la procédure qui sera annulée. Même en laissant de côté cette difficulté pratique, il reste à examiner comment le juge, muni de tous les documents nécessaires, procédera à l'évaluation du traitement afin de savoir s'il est compétent ou s'il doit, au contraire, se dessaisir. On peut à ce sujet poser quelques principes qui serviront à résoudre cette question très importante.

Il est bien évident, et la jurisprudence l'a reconnu dès le début (1), que le traitement doit être apprécié en la personne de chaque débiteur individuellement. Ainsi, un créancier qui saisit-arrête les traitements de deux époux, pour obtenir le paiement d'une dette commune, doit agir devant le juge de paix, conformément à la loi de 1895, si chacun des traitements pris séparément est inférieur à 2,000 francs, encore que le total soit supérieur à cette somme. Qu'on ne dise pas : c'est la communauté qui est débitrice, c'est elle qui, en réalité, est saisie ; comme ses ressources provenant d'appointements sont supérieures à 2,000 francs, le juge de paix n'est pas compétent. Pour que ce raisonnement fût exact, il faudrait qu'on reconnût à la commu-

part du créancier saisissant. Trib. civ. de Nîmes, 3 mars 1898 (*Pand. fr. pér.*, 1899, 2, 102).

(1) Trib. civ. de Montpellier, 25 novembre 1895 (D., 1897, 2, 44 ; S., 1897, 2, 84, Ann., 1897, p. 201) ; — Trib. civ. de Lyon, 20 décembre 1895 (D., 1896, 2, 289 ; S., 1896, 2, 52, Ann. 1897, p. 67).

nauté la personnalité morale ; or la jurisprudence et la doctrine s'y sont toujours refusées et la communauté ne doit être considérée que comme une masse de biens à l'état indivis (1).

Si le débiteur saisi touche plusieurs traitements en vertu de différents contrats de louage de services, devra-t-on seulement envisager le traitement saisi-arrêté pour déterminer la compétence ? L'hypothèse se présentera rarement ; cependant il peut arriver qu'un médecin soit attaché à plusieurs établissements et qu'il reçoive de chacun d'eux une rémunération annuelle inférieure à 2,000 francs. A ne considérer que l'esprit de la loi, il faudrait, semble-t-il, faire le total des sommes que le débiteur tire de son travail et, si ce total est supérieur à 2,000 francs, décider que le créancier doit suivre la procédure de droit commun. En effet, la loi de 1895 a été faite pour protéger les petits employés, ceux qui ont besoin pour vivre de presque tout ce qu'ils gagnent par leur travail (2). Cependant la jurisprudence a adopté la solution contraire selon laquelle la compétence se fixe au regard du contrat qui engendre le droit au traitement, sans tenir compte de divers appointements dont peut

(1) Cette opinion est développée avec beaucoup de justesse par M. Jean Appleton dans une note au *Dalloz*, sous le jugement du tribunal de Lyon précité.

(2) En ce sens : Schaffhauser et Chevresson, n° 12, *Lois nouv.*, 1897, 1, 35 ; note de M. Jean Appleton, D., 1897, 2, 353, n. 6, 7 et 8.

jouir le débiteur en vertu d'autres contrats (1). Cette opinion se fonde sur les termes de la loi : « Les saisies-arrêts sur les salaires et les appointements ou traitements ne dépassant pas annuellement 2,000 francs » (art. 6). Le traitement que le créancier veut saisir étant inférieur à 2,000 francs, la loi doit recevoir son application, sans qu'on ait à s'occuper d'autres considérations. On dit encore que la situation du saisi, dans ce cas, est comparable à celle d'un employé dont les appointements n'excèdent pas 2,000 francs, mais qui possède une fortune considérable : un tel employé bénéficie des dispositions de la loi de 1895, nul ne le conteste.

Doit-on tenir compte, pour la fixation du traitement, des prestations en nature qui viennent parfois s'ajouter à la rémunération en argent ? On admet en général la négative (2). La principale raison est que l'évaluation des prestations en nature, telles que la nourriture et le logement, serait très difficile. On allègue aussi le sens ordinaire des mots « appointements et traitements » employés par la loi : ils indiquent évidemment une somme d'argent (3). Cette opinion devait

(1) Trib. civ. de Nîmes, 3 mars 1898 (*Pand. fr. pér.*, 1899, 2, 102).

(2) Pabon, nos 89 et 98, p. 104 et 112 ; Schaffhauser et Chevreton, nos 43 et 48, *Lois nouv.*, 1897, 1, 61 et 65.

Trib. civ. d'Angoulême, 30 décembre 1896 (*D.*, 1897, 2, 333 ; *S.*, 1898, 2, 115).

(3) Cela est incontestable depuis la loi du 7 décembre 1909 aux termes de laquelle les salaires des ouvriers et employés doivent être

triompher, mais il est permis de constater qu'elle conduit à une inégalité regrettable (1). Si l'employé ne recevait pas les prestations accessoires, son traitement serait certainement supérieur ; il serait donc juste de le traiter, au point de vue de la saisie-arrêt, comme l'employé qui touche ce traitement en apparence plus élevé. Le législateur aurait dû prévoir cette hypothèse, susceptible de se présenter assez fréquemment et la solutionner de façon équitable.

Quelquefois la prestation en nature est remplacée par une indemnité fixe en argent. C'est ainsi qu'il peut être alloué à un fonctionnaire une indemnité annuelle à titre de résidence ou de logement. Certains prétendent qu'on ne doit pas la comprendre dans le chiffre du traitement parce qu'elle n'est pas la rémunération du travail accompli (2). Nous croyons pourtant que la solution contraire doit être adoptée. Elle est, nous l'avons dit, plus équitable et les arguments qui l'ont fait repousser au cas précédent ne peuvent être reproduits ici. La jurisprudence s'est prononcée en ce sens (3).

Une question controversée est encore de savoir si,

payés en monnaie métallique ou fiduciaire ayant cours légal, nonobstant toute stipulation contraire.

(1) Cézar-Bru, p. 9.

(2) Emion, n° 15, p. 91 ; Le Pelletier, n° 6, p. 12.

(3) Trib. civ. d'Amiens, 22 mai 1896 (*Le Droit*, du 24 décembre 1896) ; — Trib. civ. de la Seine, 20 novembre 1900 (*Le Droit*, 29 janvier 1901).

pour fixer le traitement d'un commis-voyageur, on tiendra compte des indemnités qui lui sont accordées comme frais de route (1). Il s'agit là, à notre avis, d'une question de fait : il faut rechercher si l'indemnité n'est pas sensiblement plus élevée que les sommes réellement dépensées par le commis-voyageur et ne dissimule pas ainsi un supplément de traitement (2).

Il est certain que l'on doit faire entrer dans le calcul du traitement le montant des commissions que touche l'employé sur les affaires conclues par son entremise. Elles constituent dans une mesure variable la rémunération de son travail ; il arrive même qu'à elles seules elles représentent tout le traitement, l'employé ne recevant pas d'appointements fixes. Mais comment déterminer le montant annuel de ces commissions ? il est extrêmement variable et on ne peut, par suite, se baser sur le chiffre qu'il a atteint l'année précédente. De même il serait inexact de ne compter que les commissions déjà acquises depuis le début de l'année, comme l'ont fait quelques décisions de jurisprudence (3). En vertu de la loi de 1895 le juge

(1) Affirmative : Trib. civ. de Rethel, 6 avril 1898 (S., 1903, 1, 233).

Négative : Limoges, 3 juin 1898 (D., 1900, 2, 217 ; S., 1898, 2, 308) ; — Pabon, n° 94, p. 109 ; Schaffhauser et Chevreton, n° 43, *Lois nouv.*, 1897, 1, 61.

(2) Lyon, 22 février 1900 (D., 1900, 2, 412, Ann. 1901, p. 380).

(3) Trib. civ. de Lille, 2 mars 1896 (D., 1897, 2, 43 ; S., 1898, 2, 116, Ann. 1896, p. 179) ; — Trib. civ. de Lyon, 13 mars 1897 (D., 1897, 2, 353 ; S., 1898, 2, 115. Ann. 1897, p. 392).

de paix n'est compétent que si traitement est inférieur à 2,000 francs. Il ne l'est donc pas en cas de traitement indéterminé et il faut recourir à la procédure ordinaire de la saisie-arrêt (1).

Enfin, si des retenues sont opérées pour la constitution d'une pension de retraite, doit-on considérer seulement le traitement net que reçoit l'employé ? La question ne fait pas de doute : c'est du traitement brut, sans déduction des retenues, que dépend la compétence. Les sommes retenues font partie du traitement. La situation, en droit, est la même que si l'employé les avait effectivement touchées puis remises à la caisse des retraites de l'établissement en vertu d'un contrat spécial (2).

En ayant terminé avec la fixation du traitement, nous abordons l'étude d'une question très importante qui a fait naître dans la doctrine des discussions sans fin : qu'arrivera-t-il si, au cours de la procédure, le traitement, primitivement inférieur à 2,000 francs, dépasse cette limite ? Le juge de paix restera-t-il compétent ? Devra-t-il, au contraire, se dessaisir ? Il

(1) Trib. civ. de Boulogne, 16 juillet 1897 (D., 1898, 2, 315, Ann. 1899, p. 394).

Million et Beaume, v° *Saisie-arrêt des salaires*, n° 9 ; Pabon, n° 178 p. 169.

(2) Trib. civ. de Dijon, 5 mars 1896 (D., 1897, 2, 41 avec note de M. E. Glasson ; S., 1898, 2, 117 ; Ann. 1897, p. 176) ; — Nancy, 31 mars 1897 (D., 1898, 2, 40 ; S., 1898, 2, 166) ; — Trib. civ. de St-Girons, 17 février 1898 (*Gaz. Pal.*, 1898, 1, suppl. 12).

serait facile de résoudre cette question en se servant des travaux préparatoires. M. Régismanset, rapporteur de la loi au Sénat, et M. Rose, rapporteur à la Chambre, ont tous deux exprimé la même opinion à la veille du vote de la loi : « c'est la date de l'opposition qui détermine la procédure à suivre » (1). M. Régismanset, à la séance même où il avait donné cette solution, comme on insistait pour qu'une disposition additionnelle fût, à ce sujet, insérée dans la loi, s'y opposa afin que le vote de la loi ne fût pas retardé par un renvoi à la commission, disant « qu'il s'agissait là de simples espèces d'un caractère tout à fait exceptionnel » et que c'était au juge, non au législateur, de les résoudre. Ces paroles ne signifient nullement que le rapporteur ait changé d'avis, comme on l'a prétendu. D'ailleurs le rapport de M. Rose, qui maintient la même opinion, est postérieur. On peut objecter cependant que les travaux préparatoires, s'ils peuvent servir utilement à l'interprétation d'un texte obscur, ne sauraient remplacer un texte absent. Sans en tenir compte, cherchons donc la solution qui découle des principes.

I. Une première opinion peut se résumer ainsi : la compétence « *ratione materiæ* » du juge de paix est

(1) Sénat, séance du 27 novembre 1894 (*Doc. parl. Sén.*, 1894, p. 925) ; — Rapport de M. Rose, déposé à la Chambre le 22 décembre 1894 (*Doc. parl. Ch.*, 1894, ann., n° 1103, p. 2241).

déterminée par le chiffre des appointements ; il s'ensuit que si ce chiffre dépasse, au cours de l'instance, la limite de 2,000 francs, le juge de paix doit se dessaisir d'office (1). Il pourra répartir les retenues opérées antérieurement à l'élévation du traitement. Mais, à partir de ce moment, c'est le droit commun qui régira les saisies-arrêts. Il faut distinguer entre les mensualités du traitement inférieur à 2,000 francs et les mensualités du traitement supérieur à 2,000 francs : les premières ne peuvent être saisies que conformément à la loi de 1893, les secondes que suivant la procédure établie par le Code (2). Cette opinion n'est pas en contradiction avec ce principe que deux juges ne peuvent distribuer les mêmes deniers : les mensualités représentent des créances distinctes qui peuvent fort bien, au point de vue de la saisie-arrêt, ne pas être soumises au même régime, sans qu'il en résulte d'inconvénients pour la procédure de distribution.

II. La pluralité des auteurs s'est prononcée dans un autre sens. Si ces auteurs n'invoquent pas toujours les travaux préparatoires, ils cherchent du moins à trancher la difficulté en se conformant à l'esprit de la loi,

(1) Cézard-Bru, p. 21 et 22 ; Le Pelletier, n° 10, p. 13.

(2) Bouvier-Bangillon, *Pand. fr. pér.*, 1896, p. 12 en note ; Le Pelletier, *loc. cit.*

M. Cézard-Bru n'admet pas cette solution. Pour lui, le tribunal civil pourra seul procéder à la distribution même des sommes retenues alors que le traitement ne dépassait pas 2,000 francs.

méthode qui peut être dangereuse en matière d'exception. La loi de 1895 est une loi de protection pour le débiteur qui tire de son travail ses principales ressources : on doit donc adopter la solution la plus favorable pour ce débiteur. Dans le cas actuel, c'est évidemment de décider que le juge de paix restera compétent après l'augmentation de traitement. Au reste, pour déterminer la compétence, ne doit-on pas se placer au début de la procédure. Si, au moment de l'exploit de saisie-arrêt, le traitement ne dépasse pas 2,000 francs, le juge de paix est compétent pour toute la procédure (1). D'après une autre opinion il serait plus exact de se placer au jour de la réquisition aux fins de convocation des intéressés devant le juge de paix, cette réquisition, dans la procédure simplifiée de la loi de 1895, équivalant à la demande en validité (2). Quoi qu'il en soit, on ne peut pas empêcher qu'après l'élévation du traitement, une nouvelle saisie-arrêt soit pratiquée conformément au droit commun. Le juge de paix sera alors obligé de se dessaisir, sans quoi on aurait deux procédures de distribution relativement aux mêmes deniers.

Il se peut, inversement, que les appointements de

(1) Emion, n° 27, p. 101 à 105 ; Fortier, n° 67. *Bull. comm. des lois nouv.*, n° 7, p. 190 ; Schaffhauser et Chevrésson, n° 30, p. 49 et 50 ; Just. de paix de Perpignan, 14 janvier 1910, *Décis.*, 1910, p. 101.

(2) Pabon, n° 182, p. 173 et 174. — Voir plus loin la réfutation de cette opinion, p. 53.

l'employé soient diminués au cours de la procédure de saisie-arrêt et que d'un montant supérieur à 2,000 francs, ils descendent à cette somme ou au-dessous. Ceux qui admettent la première opinion résolvent cette question de la même façon que la précédente : le tribunal devra se dessaisir dès que le traitement n'excédera plus 2,000 francs ; la distribution des sommes retenues jusqu'à ce jour se fera dans les formes réglées par le Code de procédure. Les créanciers non entièrement désintéressés entameront une nouvelle procédure conformément à la loi de 1895. Au contraire, les partisans de la seconde théorie sont amenés, dans leur préoccupation constante de favoriser le débiteur, à ne plus raisonner de la même manière. Pour être logiques, ils devraient décider que le tribunal civil régulièrement saisi restera compétent jusqu'à la fin de la procédure (1). Mais cela serait, le plus souvent, désavantageux pour le débiteur ; aussi se prononcent-ils, sans raison sérieuse, pour la compétence exclusive du juge de paix en cette hypothèse (2).

S'il nous faut maintenant prendre position dans la discussion que nous venons de rapporter, nous adopterons la première opinion telle que nous l'avons exposée. Elle nous paraît non seulement être d'accord avec les principes de la compétence, mais aussi résulter des

(1) Fortier (n° 68, *Bull. comm. des lois nouv.*, n° 7, p. 190), seul d'entre eux, admet cette solution.

(2) Emion, n° 28, p. 106.

dispositions mêmes de la loi de 1895 ; enfin, au point de vue pratique, elle est préférable en ce qu'elle donne une solution simple.

Depuis 1895, le législateur a changé d'avis ; il a vu l'utilité qu'il y avait à régler un point qui soulevait de si vives discussions. Aussi le projet de loi, adopté par le Sénat le 22 novembre 1906, dont l'objet est la réforme de la loi du 12 janvier 1895, dans le but de diminuer encore les frais de la procédure, mais qui ne modifie pas la compétence attribuée au juge de paix, contient une disposition spéciale et précise ainsi formulée : « Le juge de paix compétent au moment de la saisie-arrêt le restera jusqu'à la fin de la procédure, alors même que le traitement du débiteur aurait été élevé depuis au-dessus de 2,000 francs. Le tribunal compétent au moment de l'assignation de la validité de la saisie-arrêt le restera jusqu'à la fin de la procédure, alors même que le traitement aurait été abaissé depuis au-dessous de 2,000 francs. » L'époque à laquelle se fixe la compétence n'est pas la même dans les deux hypothèses. Il n'y a pas lieu de s'en étonner : cela tient à la différence qui existe entre la procédure du Code et celle de la loi de 1895. Dans la seconde, la dénonciation de la saisie-arrêt au débiteur et l'assignation en validité sont supprimées ; il valait mieux s'en tenir à la date de l'opposition.

Toujours à propos de la même question, on s'est demandé si, en attendant la réforme législative, les

parties ne pouvaient pas arriver au même résultat en prorogeant, d'un commun accord, la compétence du juge de paix. On sait qu'en droit commun, la jurisprudence, interprétant largement la disposition de l'art. 7 du Code de procédure civile, admet la prorogation « de quantitate ad quantitatem » (1) Il semble qu'il pourrait être fait, en matière de saisie-arrêt de traitement, une application intéressante de ce principe (2). C'est se tromper sur la portée de la règle admise par la jurisprudence. En vertu d'une prorogation expresse constatée par un acte écrit, le juge de paix peut connaître des actions qui excèdent le taux de sa compétence : cela implique que ces actions ne sont pas de par leur nature exclues de sa compétence. Au contraire, il ne saurait être question de prorogation « de re ad rem » ; la volonté des plaideurs est impuissante quand elle se heurte à une incompétence « ratione materiæ » absolue et indépendante de la valeur du litige et la jurisprudence a toujours refusé d'étendre la compétence du juge de paix à une matière qui lui est complètement étrangère (3). Or, d'après la loi de 1895, le

(1) Certains auteurs attaquent avec raison cette jurisprudence : l'art. 7 du C. de proc. paraît s'occuper seulement de la compétence « ratione personæ » (Garsonnet, t. II, § 404, p. 16 ; Glasson, Colmet-Daage et Tissier, t. I, n° 208, p. 202).

(2) Bouvier-Bangillon (*Pand. fr. pér.*, 1896, 3, 12 en note), Schaffhauser et Chevresson (n° 55, *Lois nouv.*, 1897, 1, 87) signalent ce moyen de suppléer à l'insuffisance du texte actuel.

(3) Tissier, Darras et Louiche-Desfontaines, *C. de proc. civ. annoté*, t. I, p. 8, sous l'art. 7, n°s 8 et 9.

juge de paix est incompetent d'une façon absolue pour connaître des saisies-arrêts pratiquées sur des traitements supérieurs à 2,000 francs, quelque minime que soit le chiffre de la demande, c'est-à-dire le montant de la créance du saisissant. Il ne faut donc pas songer à faire appel à la disposition de l'art. 7 du Code de procédure (1).

§ 2. — Compétence « *ratione personæ* »

Quel sera le juge de paix compétent ? On a hésité, lors de la discussion de la loi de 1893, entre le juge de paix du domicile du tiers saisi et le juge de paix du domicile du débiteur saisi. La proposition de loi présentée par M. Jacquemart à la Chambre des députés, le 10 décembre 1889, attribuait compétence au premier. Mais M. Jacquemart précisait en ces termes : « Par juge de paix du tiers saisi, il faut entendre le juge de paix du canton où se produit le salaire frappé de saisie-arrêt ; cela est très important, il peut arriver en effet que le tiers saisi n'ait pas son domicile légal dans la localité où est occupé l'ouvrier, que ce domicile en soit même éloigné : par exemple les compagnies de chemins de fer ont leurs sièges à Paris et elles occupent en province des milliers d'ou-

(1) Cézar-Bru, p. 23 et 24.

vriers et d'employés sur lesquels, très souvent, sont formées des oppositions. » (1) Cette observation est très juste ; mais pourquoi alors ne pas s'expliquer clairement dans la rédaction du texte en disant que le juge de paix compétent sera celui du lieu où est acquis le salaire. Il est bien évident qu'on n'aurait pas pu donner au texte de la proposition le sens qu'indique M. Jacquemart. Quoi qu'il en soit, le projet du Gouvernement ne reproduit pas cette disposition. Il se décida, au contraire, pour le juge de paix du domicile du débiteur (2). Sans plus de discussion, cette attribution de compétence fut maintenue et passa dans le texte définitif de la loi. Au point de vue théorique, elle a le mérite d'être d'accord avec le principe : « Actor sequitur forum rei ». Mais, dans la pratique, elle présente des inconvénients. En effet, si le plus souvent l'ouvrier ou l'employé a son domicile près du lieu de son travail, il peut fort bien arriver qu'il n'ait à cet endroit qu'une simple résidence temporaire (3) : ainsi l'ouvrier au service d'une compagnie

(1) Proposition Jacquemart, *Doc. parl.* Ch., 1889, s. extr., ann., n° 167, p. 334, note 2.

(2) Projet Jules Roche, présenté le 16 juin 1891, *Doc. parl.*, Ch., 1891, ann. n° 1506, p. 1430.

(3) La jurisprudence nous en fournit un exemple : c'est le cas d'un étudiant en médecine interne d'un hôpital et résidant dans cet hôpital ; cet étudiant n'ayant pas manifesté l'intention de transférer son domicile à cet endroit, avait conservé son domicile d'origine au lieu où il avait sa famille et son principal établissement. Aussi a-t-il été décidé que le juge de paix du canton de sa résidence

de chemins de fer peut être appelé à travailler pendant un certain temps loin de l'endroit où il a son domicile, pour construire un nouveau tronçon ou réparer une ligne existante ; il y a aussi des ouvriers qui n'étant employés qu'une partie de l'année, conservent leur domicile dans leur pays d'origine. Dans ces diverses hypothèses, le créancier saisissant sera obligé de faire un voyage pour comparaître devant le juge appelé à connaître de la saisie-arrêt ; de même le tiers saisi qui sera tenté de se débarrasser au plus tôt d'un ouvrier qui lui cause un tel dérangement.

L'attribution de la compétence au juge de paix du domicile du saisi a, de plus, donné lieu à une difficulté très sérieuse au cas fréquent de changement de domicile du débiteur. Une saisie-arrêt a été formée sur les salaires d'un ouvrier. Puis cet ouvrier change de domicile au cours de l'instance. Le juge de paix du premier domicile va-t-il rester compétent ? Faudra-t-il, au contraire, continuer la procédure devant le juge de paix du nouveau domicile ? Remarquons d'abord que les deux solutions ont leurs inconvénients. La première pourra occasionner au débiteur des frais et des pertes de temps considérables en le contraignant à retourner devant le juge de paix d'un ancien domicile qui peut être éloigné du nouveau. Mais les conséquences de la

était incompetent pour connaître d'une saisie-arrêt pratiquée sur le traitement de cet élève interne (Just. de paix d'Auxerre, 29 novembre 1893, *Décis.*, 1896, p. 143).

seconde sont encore plus fâcheuses : il n'est pas rare que la procédure, jusqu'au complet désintéressement des créanciers, soit très longue, et, pendant ce temps, le débiteur peut changer plusieurs fois de domicile. Est-il raisonnable d'admettre que la procédure suivra le débiteur dans ses déplacements et que les juges de paix des domiciles successifs seront compétents pour connaître des différentes phases de la saisie-arrêt ? Cette observation faite, reste à rechercher laquelle de ces solutions est juridiquement fondée. On pourrait être tenté de dire : la loi n'ayant pas prévu la question, on doit faire appel pour la résoudre aux principes du droit commun. On distinguerait alors selon que le changement de domicile se produit entre l'exploit de saisie-arrêt et la réquisition visée par l'art. 9 ou seulement après cette réquisition. En effet, on assimile la réquisition à fin de convocation des intéressés devant le juge de paix à la demande en validité de la procédure ordinaire. La saisie-arrêt, n'étant qu'une simple mesure conservatoire, n'a point pour effet de lier la procédure. Le tribunal n'est saisi régulièrement que par la demande en validité. Il en résulte qu'ici la compétence ne sera fixée définitivement que lors de la réquisition (1). C'est seulement à partir de ce moment que les changements de domicile du débiteur n'auront

(1) Just. de paix de Châteauroux, 21 février 1901 (Décis., 1902, p. 58).

plus d'influence. On pourrait encore ajouter que ce raisonnement se justifie par les termes mêmes de l'art. 9 : « Tout créancier saisissant, le débiteur et le tiers saisi pourront requérir la convocation des intéressés devant le juge de paix du débiteur saisi... » Par « le juge de paix du débiteur saisi », il faut entendre évidemment le juge de paix du domicile actuel du débiteur. Peu importe qu'un autre juge ait autorisé la saisie ou que le visa ait été donné par le greffier d'une autre justice de paix.

Ce raisonnement doit pourtant, selon nous, être repoussé. La loi du 12 janvier 1895 a créé pour la saisie-arrêt des salaires une procédure spéciale qui s'inspire d'idées nouvelles, étrangères aux principes du Code. On ne peut donc tirer de ces principes aucun argument d'analogie. C'est pourquoi nous refusons de voir dans la réquisition dont parle l'art. 9 l'équivalent de l'assignation en validité (1). D'autre part, on dénature la portée de l'art. 9, al. 1^{er}, en l'interprétant dans ce sens que le juge appelé à prononcer sur la validité ou la mainlevée de la saisie-arrêt est susceptible de varier avec les domiciles

(1) Voir dans les Ann. 1900, p. 208, des observations à la suite d'un jugement du tribunal civil de Versailles du 22 juin 1899. Il y est dit « que la réquisition prévue par l'art. 9, si l'on veut chercher son équivalent dans la procédure ordinaire, n'est que le placet ou la réquisition d'audience nécessaire pour mettre le juge en demeure de statuer, bien qu'il ait été antérieurement saisi par l'assignation ».

successifs du débiteur (1). Toutes les opérations de la procédure doivent avoir lieu devant le même juge de paix, comme en témoigne le système des inscriptions sur le registre institué par l'art. 14. Aussi concluons-nous que le juge de paix compétent lors de l'exploit de la saisie-arrêt qui est bien, dans la procédure spéciale de la loi de 1895, l'acte introductif d'instance (cela est dit maintes fois dans les travaux préparatoires) (2) restera compétent jusqu'à la clôture.

Supposons maintenant que, après le changement de domicile de l'ouvrier saisi, un autre créancier veuille former une nouvelle opposition sur les mêmes salaires. Devra-t-il agir devant le juge de paix du nouveau domicile en suivant la procédure indiquée à l'art. 6, ou, se conformant à l'art. 7, intervenir à la procédure déjà engagée ? Un des principes essentiels de la loi du 13 janvier 1895 est l'unité de procédure. Tandis que la procédure de saisie-arrêt, telle qu'elle est organisée par le Code, est strictement individuelle, dans un but de simplification et d'économie, le législateur de 1895 a voulu grouper devant un même tribunal toutes les oppositions formées entre les mains d'un même tiers saisi sur les salaires d'un même ouvrier : il a créé une procédure collective. Par suite, il convient immédiatement de repousser une opinion suivant laquelle

(1) Paris, 7 janvier 1904 (D., 1905, 2, 479 ; Ann., 1904, p. 236).

(2) Rapport de M. Rose, *Doc. parl. Ch.*, 1894, s. extr., ann. n° 1103, p. 2241.

plusieurs juges de paix peuvent être simultanément compétents pour statuer sur plusieurs saisies, sauf à renvoyer les parties devant un seul juge lorsqu'il s'agira de procéder à la distribution des sommes saisies-arrêtées (1). Un second système admet de même que le nouveau créancier doit pratiquer une saisie-arrêt, conformément à l'art. 6, devant le juge du nouveau domicile. Mais celui-ci sera seul compétent en vertu du principe de l'unité de procédure. Les juges de paix précédemment saisis devront d'office se déclarer incompétents en apprenant cette nouvelle opposition et renvoyer les parties devant le juge du nouveau domicile. Cette solution s'inspire surtout de l'intérêt du débiteur (2). Elle nous ramène à cette procédure « nomade » que nous avons déjà combattue.

Aussi il ne reste plus qu'une seule solution admissible : le juge de paix devant lequel a été régulièrement formée la première saisie-arrêt peut seul connaître de toutes les oppositions pratiquées ultérieurement sur les salaires du même ouvrier entre les mains du même tiers saisi, sans qu'il y ait à se

(1) Bouvier-Bangillon, *Pand. fr. pér.*, 1896, 3, 12 en note ; Cézard-Bru, p. 24 ; — Trib. civ. de Versailles, 22 juin 1899 (D., 1901, 2, 53 ; Ann. 1900, p. 206).

(2) Elle a été adoptée par quelques décisions : Just. de paix d'Angoulême, 27 février 1896 (Décis., 1896, p. 139) ; — Just. de paix du Mans, 8 mars 1903 (Décis., 1903, p. 283) ; — Dans le même sens : Pabon, n° 338, p. 300 et suiv., Schaffhauser et Chevreton, n° 111, *Lois nouv.*, 1897, 1, 122.

préoccuper des changements de domicile du débiteur. La loi décide en effet dans son art. 7, 3^e al., qu'une seule saisie-arrêt peut être autorisée par le juge et que les créanciers survenant plus tard doivent se joindre à la procédure par voie de déclaration au greffe. On objecte que le législateur, lorsqu'il a rédigé l'art. 7, n'a eu en vue que le cas le plus ordinaire, celui où le débiteur conserve son domicile jusqu'à la mainlevée de la saisie. Mais n'est-ce pas l'occasion d'appliquer l'adage : « Ubi lex non distinguit, nec nos distinguere debemus ».

La jurisprudence, après quelques hésitations, a sanctionné définitivement cette opinion (1). Le juge de paix du nouveau domicile doit se dessaisir dès qu'il a connaissance de la première opposition (ce qui arrivera au plus tard lors de la déclaration du tiers saisi) et renvoyer le créancier nouveau saisissant à se joindre à la procédure déjà commencée. Au point de vue pratique, le créancier fera bien de se renseigner

(1) Just. de paix de Versailles, 23 nov. 1898 (D., 1900, 2, 217, note de M. Jean Appleton; Décis., 1899, p. 29); — Just. de paix d'Argentan, 26 décembre 1899 (Décis., 1900, p. 315); — Just. de paix de Versailles, 6 mai 1901 (Décis., 1902, p. 5); — Paris, 7 janv. 1904 (D., 1905, 2, 479; Ann. 1904, p. 236); — Just. de paix de Magny-en-Vexin, 10 sept. 1904 (Décis., 1905, p. 114); — Just. de paix d'Ivry-sur-Seine, 4 déc. 1907 (D., 1908, 5, 24); — Trib. civ. de la Seine, 19 mai 1908 (Ann. 1909, p. 42); — Just. de paix de Longjumeau, 14 oct. 1908 (Décis., 1909, p. 167).

Se prononcent dans le même sens : Emion, n° 56, p. 155; Le Pelletier, n° 37, p. 30.

auprès du tiers saisi pour savoir s'il n'existe pas déjà sur les salaires de son débiteur une saisie-arrêt formée devant le juge de paix de l'un de ses précédents domiciles. Si le tiers saisi refusait de lui répondre et le laissait engager une procédure nouvelle devant un autre juge de paix, il pourrait être condamné, à titre de dommages-intérêts, à supporter les frais inutiles causés par sa faute (1).

Le projet de réforme adopté par le Sénat le 22 novembre 1906 attribue compétence non plus au juge du domicile, mais au juge de la résidence du débiteur saisi. Cette disposition est heureuse : elle supprime un certain nombre des inconvénients que nous avons signalés. Cependant il semble qu'il eût été encore préférable de se prononcer pour le juge de paix du lieu où se produit le salaire saisi-arrêté. On eût ainsi fait disparaître les difficultés relatives aux changements de résidence du débiteur. Il est vrai que le projet de loi règle cette question ; le nouvel art. 12 décide : « Le juge de paix qui aura autorisé la saisie-arrêt restera compétent, même lorsque le débiteur aura transporté sa résidence dans un autre canton, tant qu'il n'aura pas été procédé à une saisie-arrêt dans le canton de la nouvelle résidence, contre le même débiteur, entre les mains du tiers saisi ». Il résulte de ce texte que, lorsqu'une saisie-arrêt sera

(1) Trib. civ. de la Seine, 19 mai 1908 précité.

formée dans le canton de la nouvelle résidence, le juge de paix premier saisi devra renvoyer les parties devant le juge de paix de ce canton. N'eût-il pas mieux valu laisser subsister la jurisprudence qui s'était établie ; elle avait du moins l'avantage d'éviter que la procédure fût ainsi transportée sans cesse de justice de paix en justice de paix.

CHAPITRE IV

AUTORISATION DE SAISIR-ARRÊTER

Quand le créancier n'a pas de titre, il doit obtenir du juge l'autorisation de saisir-arrêter. La loi de 1895 a maintenu ce principe établi par le Code de procédure (art. 558) (1). Mais puisqu'elle attribuait au juge de paix la compétence en matière de saisie-arrêt sur les salaires et les petits traitements, elle a décidé dans son art. 6 que, au lieu d'être délivrée par le président du tribunal civil, la permission serait accordée par le juge de paix.

Au point de vue de la compétence « *ratione materiæ* », l'importance du litige n'est pas à considérer. Le juge de paix sera compétent quel que soit le montant de la créance du saisissant, pourvu, bien entendu, que la saisie-arrêt rentre dans les limites d'application de la loi telles qu'elles ont été déterminées.

(1) Le projet adopté par la Chambre le 27 juin 1893 subordonnait la saisie-arrêt à l'autorisation du juge de paix, même quand le créancier était muni d'un titre (*Doc. parl. Ch.*, 1893, p. 1856).

Au point de vue de la compétence relative, la loi de 1895 déroge également au droit commun de la saisie-arrêt. Seul, le juge du domicile du débiteur saisi peut accorder l'autorisation (art. 6, al. 2), tandis que l'art. 558 du Code de procédure donne le même pouvoir au juge de paix du domicile du tiers saisi. Cette dérogation est conforme à l'idée directrice de la loi de 1895, qui est de réunir toute la procédure à la même justice de paix.

Avant d'accorder l'autorisation, le juge de paix peut convoquer devant lui le créancier et le débiteur pour tâcher d'amener entre eux un arrangement, si aucune tentative de conciliation n'a encore eu lieu (art. 6, al. 2). C'est là une disposition nouvelle : l'art. 49, 7^o du Code de procédure dispense en effet du préliminaire de conciliation toutes les demandes sur les saisies et l'art. 566 du même Code applique ce principe à la saisie-arrêt. Mais nous avons vu que le législateur de 1895, en attribuant compétence au juge de paix, émettait l'espoir que devant cette juridiction plus familière les parties arriveraient souvent à se concilier. Le projet de réforme, poursuivant la même idée, a été plus loin dans cette voie : il veut que l'essai de conciliation ait lieu même s'il y a titre ; l'opportunité de cette mesure n'est plus laissée à l'arbitraire du juge, elle est obligatoire pour lui. Nous croyons que cette disposition n'aura le plus souvent comme effet que d'allonger la procédure sans profit pour personne.

Le juge de paix a, relativement à l'autorisation de la saisie-arrêt, les mêmes pouvoirs que le président du tribunal. Aussi devrait-on admettre qu'il peut, comme lui, se réserver la faculté de revenir sur son ordonnance d'autorisation, en cas de difficulté (1). Mais la procédure du référé n'aurait guère ici sa raison d'être. En effet, il est aussi simple pour le débiteur de requérir la convocation des intéressés devant le juge de paix, conformément à l'art. 9. Celui-ci pourra statuer immédiatement sur la nullité ou la mainlevée de la saisie.

De même, au point de vue des voies de recours, on doit décider que l'ordonnance rendue à la requête du créancier étant un acte de juridiction gracieuse, n'est susceptible ni d'appel, ni d'opposition (2). Mais cette question ne présente pas plus d'intérêt pratique que la précédente.

(1) Glasson, Colmet-Daage et Tissier, t. II, n° 1298, p. 377.

(2) *Id.*, t. II, n° 1233, p. 321.

CHAPITRE V

DEMANDES EN VALIDITÉ, NULLITÉ ET MAINLEVÉE DE SAISIE-ARRÊT

Il importe de remarquer tout d'abord qu'il est rare qu'une demande en validité de saisie-arrêt soit introduite isolément. Le plus souvent, à la demande en validité est jointe une autre demande, dont il faut la distinguer au point de vue de la compétence. C'est ce qui se présente toutes les fois que le créancier n'est pas muni d'un titre exécutoire et que l'existence ou le montant de la créance est contesté par le débiteur : le créancier doit obtenir contre celui-ci un jugement de condamnation au paiement de la somme qu'il réclame. Dès lors, le juge aura à statuer d'abord sur la créance du saisissant, ensuite sur la validité de la saisie-arrêt.

Plusieurs systèmes se proposaient au législateur. Le plus rationnel était de décider que le juge de paix ne pourrait prononcer sur les demandes en validité et en mainlevée de saisie-arrêt que dans les limites de sa compétence. La valeur de la demande en validité s'appréciant d'après le montant de la créance du

saisissant, la compétence du juge de paix relativement aux deux demandes que nous venons de distinguer eût été régie par les mêmes règles. Mais, en 1895, la compétence des juges de paix, déterminée par les lois du 25 mai 1838 et du 2 mai 1855, était encore fort restreinte. D'une façon générale, le juge de paix ne pouvait connaître que des actions personnelles inférieures à 100 francs, en dernier ressort, et, à charge d'appel, que de celles inférieures à 200 francs. Aussi ce premier système qui figurait dans le projet discuté à la Chambre le 27 juin 1893, fut-il vivement attaqué comme insuffisant (1). Si la créance du saisissant dépassait 200 francs, le juge de paix qui avait autorisé la saisie-arrêt devait se déclarer incompétent, à moins que les parties n'eussent consenti à une prorogation de sa juridiction, conformément à l'art. 7 du Code de procédure civile, tel qu'il est interprété par la jurisprudence. Il suffisait donc que parmi les créanciers saisissants un seul eût une créance supérieure à 200 francs, pour que la procédure économique qu'on

(1) « Si c'est dans la limite seulement de sa compétence ordinaire que le juge de paix peut statuer, dit M. Thellier de Poncheville, il sera arrêté par le « non possumus » du Code de procédure ou plutôt par la loi spéciale sur la compétence des juges de paix qui lui dira : Halte-là ! vous avez autorisé la saisie, vous avez appelé devant vous toutes les parties intéressées ; tout à l'heure vous pourriez sans frais faire la distribution, mais il faut vous arrêter parce qu'il y a une question qui n'est pas de votre compétence, parce qu'il y a un créancier dont la créance s'élève à plus de 200 francs » (*Doc. parl. Ch.*, 1893, p. 1857).

voulait établir manqué son but : le tribunal civil aurait, en effet, seul pu procéder à la distribution des sommes saisies, puisqu'il est impossible que deux juges distribuent les mêmes deniers.

Pour cette raison, M. Régismanset, dans son rapport au Sénat (1), repousse cette solution. Il en reste deux possibles. Le rapporteur les examine successivement. La première consiste à accorder au juge de paix une compétence illimitée pour connaître de la demande en validité de saisie-arrêt et de la demande en paiement qui y est jointe. Si elle a l'avantage d'être très simple, elle constitue une dérogation bien grave au droit commun. Son adoption par le législateur aurait eu pour conséquence indirecte de soumettre à la compétence du juge de paix, la presque totalité des actions dirigées contre les ouvriers, et les employés dont le traitement ne dépasse pas 2,000 francs. Il aurait, en effet, été possible au créancier de rendre le juge de paix compétent d'une demande, qui par son taux devait être soumise au tribunal de première instance, en faisant simplement précéder celle-ci d'une saisie-arrêt sur les salaires ou le traitement de son débiteur.

Aussi est-ce à la seconde solution que l'on s'arrêta et c'est elle qui définitivement a passé dans la loi. La compétence du juge de paix n'est pas la même relati-

(1) *Doc. parl. Sén.*, 1894, ann. n° 128, p. 178.

vement aux deux demandes en paiement de la créance et en validité de la saisie-arrêt. Pour la première, la loi du 12 janvier 1893 n'a pas changé les règles établies par la législation antérieure. Pour la seconde, elle s'est montrée très libérale ; le juge de paix a reçu compétence pour statuer sur la validité, la nullité ou la mainlevée de la saisie-arrêt, en premier ressort, quel que soit le chiffre de la demande, et, en dernier ressort, si la demande rentre dans la limite de sa compétence.

La formule employée par le législateur a donné lieu, au début de l'application de la loi, à une petite hésitation. L'art. 9, al. 3, décide que le juge de paix « prononce sans appel dans la limite de sa compétence ». On a dit : du moment que le texte ne précise pas en ajoutant les mots « en dernier ressort », c'est qu'il entend se référer à la compétence du juge de paix en premier ressort (1). Cette interprétation n'a pas triomphé. On a d'abord invoqué contre elle un argument, tiré des travaux préparatoires, qui n'est pas sérieux. Le rapporteur, M. Vival, a déclaré à la Chambre, le 27 juin 1893 : « La commission n'a rien innové et, pour la saisie-arrêt, elle laisse le juge compétent

(1) Résolution prise par les vingt juges de paix de Paris réunis en conférence pour l'application de la loi du 12 janvier 1893 (*Mon.*, 1893, p. 84). Dans le même sens : Bouvier-Bangillon, *Pand. fr. pér.*, 1896, 3, 11 ; Le Pelletier, n° 76, p. 52 ; Schaffhauser et Chevreton, n° 168, *Lois nouv.*, 1897, 1, 178

comme il l'est aujourd'hui, elle ne modifie pas la loi des justices de paix... (1) ». La proposition de loi dont il s'agissait alors ne prévoyait, en effet, aucune extension de la compétence du juge de paix. Ce système, nous l'avons vu, a été par la suite abandonné. Les paroles du rapporteur ne sauraient donc être prises en considération. Il semble bien néanmoins que l'interprétation la plus logique et la plus facile du texte soit celle-ci : le juge de paix prononce sans appel dans la limite de sa compétence, c'est-à-dire lorsqu'il a le droit de prononcer sans appel (2). Le projet de réforme a pris soin de faire cesser toute incertitude en ajoutant les mots « en dernier ressort. »

Pour déterminer le taux du litige, il faut envisager la créance du saisissant. C'est son chiffre qui constitue l'intérêt de la demande. La loi du 12 juillet 1905 fixant, d'une manière générale, à 300 francs la limite de sa compétence en dernier ressort, le juge de paix statuera sans appel sur la demande en validité ou en mainlevée de saisie-arrêt, si la créance du saisissant ne dépasse pas 300 francs. Dans le cas contraire, son jugement sera susceptible d'appel.

Si plusieurs créanciers se sont joints à la procédure de saisie-arrêt, il est évident que la demande en

(1) *Doc. parl. Ch.*, 1893, p. 1857.

(2) César-Bru, p. 20 ; Emion, n° 106, p. 200 et 201 ; Pabon, n° 167, p. 158.

validité formée par chacun d'eux doit être appréciée isolément au point de vue de l'appel. De même que le juge de paix peut valider certaines des saisies-arrêts et donner mainlevée des autres, de même la décision qu'il rend peut être en dernier ressort relativement à certaines des demandes et susceptible d'appel relativement aux autres : il s'agit de litiges qu'on a réunis pour la simplification de la procédure, mais qui n'en demeurent pas moins, au fond, essentiellement distincts (1).

1° *La créance du saisissant n'est pas contestée.* — Si le créancier saisissant est muni d'un titre authentique exécutoire ou bien encore si ni l'existence, ni le chiffre de la créance ne sont contestés, le juge de paix, n'ayant à prononcer que sur la demande en validité de la saisie-arrêt, sera entièrement et exclusivement compétent. Il n'aura à examiner que la question de savoir s'il a été procédé d'une façon régulière, conformément aux dispositions de la loi du 12 janvier 1895. Aucune difficulté ne peut se présenter quant à la compétence.

2° *La créance du saisissant est contestée.* — Le plus ordinairement le créancier n'a pas de titre exécutoire contre son débiteur et une contestation s'élève sur l'existence ou sur le montant de sa créance.

(1) Bouvier-Bangillon, *Pand. fr. pér.*, 1896, 3, 11.

Si cette créance rentre dans les limites de sa compétence, le juge de paix pourra statuer tant sur la demande en paiement que sur la validité de la saisie-arrêt. Mais certains auteurs ont soutenu que le juge de paix était obligé de surseoir pour permettre au créancier de citer devant lui, suivant la procédure ordinaire, le débiteur saisi afin d'obtenir un jugement de condamnation (1). On allègue les termes de l'art. 9, al. 3 : « A cette audience... le juge de paix... statuera sur la validité, la nullité ou la mainlevée de la saisie, ainsi que sur la déclaration affirmative ». Cette énumération ne contient pas la demande en paiement. Or ne doit-elle pas être considérée comme restrictive, puisque la loi de 1893 est une loi d'exception ? Le Trésor perdra-t-il les droits de timbre et d'enregistrement qu'il aurait perçus au cas d'une demande en paiement séparée, mais dont la procédure de la saisie-arrêt est exemptée ? Remarquons que l'on peut fort bien, sans adopter cette solution, ne pas étendre au jugement les dispenses de droits. De plus, le vœu constant du législateur a été d'épargner au saisi le plus de frais possible. Ne doit-on pas enfin répondre à l'argument tiré du texte que, le législateur réglant dans l'art. 9 la compétence nouvelle accordée au juge de paix en matière de saisie-arrêt, il n'est pas étonnant qu'il

(1) Fortier, n° 77, *bull. comm. des lois nouv.*, n° 7, p. 191. Dans le même sens, *Mon.*, p. 245.

n'ait pas parlé de la contestation relative à la créance, cette action devant, au point de vue de la compétence, rester sous le régime ordinaire. Il a toujours été admis que le juge peut, en validant la saisie-arrêt, statuer par le même jugement sur la créance du saisissant, et cela, alors même que des conclusions n'auraient pas été prises à cette fin (1). Les deux demandes étant étroitement liées, il ne convient pas de les juger séparément quand elles rentrent dans la compétence du même juge. Aussi la majorité des auteurs a-t-elle repoussé cette opinion que la jurisprudence n'a jamais adoptée (2).

Au cas où le juge de paix n'est pas compétent pour connaître de la créance du saisissant, l'art. 7 du Code de procédure civile peut recevoir une application fort utile, comme le fait observer M. Régismanset dans son rapport au Sénat (3). Mais si les parties ne consentent pas, formellement et par écrit, à la prorogation de la compétence du juge de paix, celui-ci devra surseoir à statuer sur la validité de la saisie-arrêt et renvoyer les parties à se pourvoir devant le juge compétent (4).

(1) Paris, 3 avril 1873 (D. 1873, 2, 199) ; — Trib. civ. de Bordeaux, 15 juillet 1895 (*Journ. des arr. de Bordeaux*, 1895, 3, 129).

(2) Million et Beaume, v° *Saisie-arrêt des salaires*, n° 73 ; Pabon, n° 170, p. 162.

(3) *Doc. parl. Sén.*, 1894, ann., n° 138, p. 178.

(4) Cézard-Bru, p. 20 ; Emion, n° 108, p. 202 ; Le Pelletier, n° 72, p. 50 ; Million et Beaume, v° *Saisie-arrêt des salaires*, n° 72 ; Pabon, n° 171, p. 163 et 164 ; Schaffhauser et Chevresson, n° 167, p. 177-178.

Nous avons dit, en effet, que le législateur de 1895 avait entendu ne point déroger aux règles de la compétence quant à la demande en paiement ; c'est ce qui résulte, non seulement des travaux préparatoires, mais de l'absence dans la loi de toute disposition à ce sujet. La jurisprudence a eu fréquemment l'occasion d'appliquer ce principe, soit que la quotité de la créance dépassât le taux de la compétence du juge de paix (1), soit que la créance, par sa nature même, échappât à cette compétence (2). On ne saurait donc admettre, comme l'a fait une décision restée isolée, que le juge de paix, par cela seul qu'il est compétent pour connaître de la saisie-arrêt, doit statuer sur le paiement de la créance bien que cette créance ait une cause commerciale (3).

Le juge de paix devrait encore surseoir, lors même que la créance n'excéderait pas les limites de sa compétence, si le débiteur déniait la signature de l'acte qui lui est opposé (art. 14 C. proc. civ.), la procédure de vérification d'écritures ne pouvant avoir lieu que devant les tribunaux civils de première instance. Il en serait de même au cas où le créancier

(1) Just. de paix du Havre, 21 février 1895 (*Mon.*, 1895, p. 162) ; — Trib. civ. de Beauvais, 7 mai 1898 (D., 1900, 2, 217) ; — Trib. civ. de la Seine, 9 février 1900 (*Le Droit* du 2 mai 1900) ; Trib. civ. de Meaux, 18 décembre 1901 (*Gaz. Pal.*, 1902, 1, 129) ; — Cass., 22 février 1903 (D., 1903, 1, 303, S., 1903, 1, 277 ; Ann. 1906, p. 19).

(2) Just. de paix d'Angoulême, 30 avril 1896 (*Décis.*, 1896, p. 293).

(3) Trib. civ. de Lyon, 12 mars 1897 (D., 1898, 2, 65 ; Ann. 1897, p. 350).

serait muni d'un jugement, ce jugement ayant été rendu par défaut, et où le saisi opposerait la péremption faute d'exécution dans les six mois (1) : le juge de paix n'étant pas compétent pour statuer sur l'exécution des jugements.

Une fois la contestation qui a fait l'objet du renvoi jugée par le tribunal compétent, le juge de paix reprend le cours de la procédure et statue sur la validité de la saisie.

(1) Just. de paix de Lille, 20 septembre 1897 (D., 1898, 2, 515 Décis., 1898, p. 58).

CHAPITRE VI

DÉCLARATION AFFIRMATIVE DU TIERS SAISI.

L'art. 9, al. 3 de la loi de 1895 attribue également et dans les mêmes termes compétence au juge de paix pour connaître des contestations relatives à la déclaration du tiers saisi.

Cette déclaration est faite à l'audience dont il est parlé dans l'art. 9 et à laquelle sont convoqués tous les intéressés. De droit commun, le tiers saisi, s'il n'est pas dans le ressort du tribunal qui doit connaître de la saisie, peut faire sa déclaration devant le juge de paix de son domicile (art. 571 C. proc. civ.). Dans la procédure de la saisie-arrêt des salaires, il devra se rendre à cet effet devant le juge de paix du domicile du saisi. Nous avons dit les inconvénients que présente cette disposition pour le tiers saisi, et, indirectement pour l'ouvrier, débiteur saisi. Le projet de réforme a voulu les éviter : il autorise le tiers saisi à faire sa déclaration affirmative par lettre recommandée.

Il y a lieu d'insister sur une autre dérogation plus

grave au droit commun de la saisie-arrêt. Aux termes de l'art. 570 du Code de procédure civile, le tiers saisi a le droit, si sa déclaration est contestée (1), de demander son renvoi devant son juge. Dans la loi de 1895, nulle disposition analogue. Cette différence qui s'explique par le désir du législateur de grouper tous les litiges relatifs aux saisies-arrêts pratiquées sur les salaires d'un même ouvrier, a les conséquences suivantes. Au point de vue de la compétence relative, le tiers saisi ne pourra pas demander son renvoi devant le juge de son domicile, et une atteinte sera ainsi portée au principe : « *Actor sequitur forum rei* » (art. 59 C. proc. civ.). Au point de vue de la compétence absolue, le juge de paix acquiert la connaissance des litiges qui peuvent s'élever au sujet de la déclaration affirmative, quels que soient le chiffre et la nature de la demande. Cependant il a été jugé, peu de temps après l'entrée en vigueur de la loi, que le juge de paix était incompétent lorsque la contestation revêtait un caractère commercial (2). Mais cette décision a été critiquée, à juste titre, croyons-nous (3). On ne saurait faire

(1) La contestation peut être soulevée par le saisissant, c'est le cas le plus fréquent, ou par le saisi. Elle porte soit sur le chiffre du salaire ou du traitement, soit sur ce qui est dû à l'ouvrier ou à l'employé au moment de la saisie.

(2) Just. de paix d'Amiens, 16 avril 1896 (D., 1897, 2, 353). Adoptent la même solution : Foncin, p. 61 ; Pabon n° 175, p. 166 et 167.

(3) Note de M. Jean Appleton, sous la décision citée (D., 1897, 2, 355, n. 4). Dans le même sens : Schaffhauser et Chevresson, n° 197, *Lois nouv.*, 1897, 1, 192.

appel aux principes du droit commun, alors que la loi de 1895 crée un système exceptionnel que l'on doit considérer, autant que possible, comme se suffisant à lui-même. Ici le texte de l'art. 9 est formel ; il ne fait aucune restriction à la règle de compétence qu'il pose, savoir : le juge de paix statuera sur la déclaration affirmative que le tiers saisi sera tenu de faire audience tenante. Il convient de l'appliquer dans toute sa rigueur et si les conséquences en paraissent injustes en ce qu'elles privent le tiers saisi de la juridiction de son juge naturel, qu'on s'adresse au législateur pour obtenir de lui la modification de l'art. 9. Peu de chances qu'on y réussisse, le législateur cherchant avant tout à rendre la procédure encore moins coûteuse.

Si le tiers saisi ne comparaît pas ou bien refuse de faire sa déclaration, il sera déclaré débiteur pur et simple des retenues non opérées et condamné aux frais par lui occasionnés (art. 9, al. 4.). On s'est demandé si le juge de paix était compétent en ce cas, quel que soit le montant des retenues non opérées, ou bien s'il fallait s'en référer au droit commun. Avec raison les auteurs se sont prononcés pour la première opinion (1). Les motifs que l'on peut produire à l'appui de cette solution sont d'ailleurs les mêmes que ceux qui viennent d'être donnés.

(1) Emion, n° 110, p. 205 ; Pabon, n° 253, p. 228 ; Schaffhauser et Chevreton, n° 196, p. 191.

Pour déterminer si la décision rendue sur la déclaration affirmative du tiers saisi est ou non susceptible d'appel, il faut considérer non pas le montant de la créance du saisissant, mais l'intérêt du litige même qui fait l'objet de cette décision. Il s'agit, en effet, de procès distincts. De ce que la loi a voulu en donner la connaissance au même juge, il ne s'ensuit nullement qu'elle ait entendu subordonner l'un à l'autre au point de vue de la recevabilité de l'appel. D'ailleurs cette opinion ne trouve aucune base dans le texte qui, au contraire, distingue nettement d'une part les demandes en validité, nullité et mainlevée de la saisie, d'autre part, la contestation relative à la déclaration du tiers saisi. Sur ces différents litiges le juge de paix prononce sans appel, dans la limite de sa compétence et à charge d'appel à quelque valeur que la demande puisse s'élever. Donc, si la demande relative à la déclaration affirmative excède sa compétence, il ne statuera sur elle qu'à charge d'appel, encore que la créance du saisissant ne dépasse pas le taux du dernier ressort.

TROISIEME PARTIE

Compétence attribuée au juge de paix en matière de saisie-arrêt par la loi du 12 juillet 1905 (1)

§ 1^{er}. — La justification de la réforme

La loi du 12 juillet 1905 compte parmi celles qui ont été le plus mûrement élaborées. Pour trouver la première tentative d'extension de la compétence des juges de paix, il faudrait remonter jusqu'à 1864. Aussi n'avons-nous pas l'intention de parcourir toutes les propositions qui se sont succédé depuis lors à de brefs intervalles (2) pour faire en quelque sorte l'historique

(1) Bibliographie : Bazenet, *Nouvelle compétence des juges de paix et réorganisation des justices de paix* ; Bouchez, *Commentaire de la loi du 12 juillet 1905* ; Cordonnier et Bonnefoy, *Les justices de paix, commentaire de la loi du 12 juillet 1905* ; Jouanneau, *Traité formulaire des décisions des tribunaux de paix* ; Lancien, *La loi du 12 juillet 1905 sur les justices de paix* ; Pabon, *Traité théorique et pratique des justices de paix* ; Perrin, *Compétence civile et réorganisation des justices de paix*.

(2) On en trouvera la liste au Dalloz, 1905, 4, 72.

de la disposition finalement contenue dans l'art. 14. Nous rechercherons seulement, dans cette opulente littérature parlementaire, les raisons qui ont décidé le législateur à passer outre aux objections soulevées au moment de la loi de 1838 (1), et à donner au juge de paix, dans une certaine limite, la connaissance des saisies-arrêts de droit commun.

« Dans l'état actuel de la législation, dit M. Vallé, dans son rapport déposé à la Chambre le 17 mars 1894 (2), quand une saisie-arrêt a été formée sans titre, pour sûreté d'une créance qui rentre dans les limites de la compétence du juge de paix, le tribunal de première instance ne peut statuer sur la validité de l'opposition qu'après que le juge de paix a prononcé sur l'existence et le quantum de la créance. De là deux procès : le premier devant le juge de paix, pour obtenir une condamnation contre le débiteur, le second devant le tribunal pour faire valider la saisie. En conférant au juge de paix le pouvoir de permettre les saisies-arrêts sans titre, quand les causes rentrent dans les limites de sa compétence, et en lui attribuant compétence pour statuer sur les demandes en validité, en nullité ou en mainlevée, on simplifie la procédure et on assure la conclusion rapide d'un certain nombre de petits procès. » Ainsi se dégagé très nettement le

(1) Voir p. 13, note 1.

(2) *Doc. parl.*, Ch. 1894, ann. n° 548, p. 729.

but pratique poursuivi par le législateur. Il ne sera pas inutile de se reporter à cet exposé de M. Vallé, pour bien comprendre la portée de l'art. 14.

Plus tard, M. Jean Cruppi (1), rappelant que ce sont les pauvres, « les malheureux débiteurs », qui doivent finalement supporter tous les frais des saisies-arrêts de minime importance, frais souvent supérieurs au montant de la créance, voit dans l'attribution de la compétence au juge de paix le meilleur moyen de les diminuer. Il répond aux objections du législateur de 1838, en invoquant le précédent de la loi de 1895, pour les saisies-arrêts sur les salaires et les petits traitements : « Les mêmes difficultés peuvent se présenter dans toutes les saisies-arrêts ; elles n'ont pas arrêté les députés de 1894 qui se sont montrés décidés à affranchir des frais écrasants les saisies-arrêts sur les petits salaires. Vous penserez qu'il faut traiter de la même manière toutes les saisies-arrêts relatives à de petites sommes. » Ce raisonnement est d'une évidence absolue ; aussi la disposition fut-elle votée par les deux Chambres sans discussion.

La réforme introduite par l'art. 14 de la loi du 12 juillet 1903 est beaucoup moins complète que celle de la loi du 12 janvier 1895. En effet, la procédure qu'il faudra suivre devant le juge de paix pour les saisies-

(1) Rapport déposé à la Chambre le 25 février 1903 (*Doc. parl.*, Ch., 1903, ann., n° 773, p. 240).

arrêts ordinaires est celle du Code de procédure. Si les parties sont ainsi dispensées d'avoir recours à l'intermédiaire des avoués, les différents actes (dénonciation au débiteur saisi, contre-dénonciation au tiers saisi), qui contribuent à rendre si onéreuse la procédure, sont nécessaires comme auparavant. On eût souhaité que le législateur étendit à ces petites saisies la procédure simplifiée de la loi de 1893, sauf à ne pas reproduire la dispense des droits de timbre et d'enregistrement.

§ 2. — La disposition de l'art. 14. — Son interprétation.

Le principe posé par l'art. 14 est le suivant : le juge de paix est compétent pour connaître des saisies-arrests dont « les causes n'excèdent pas les limites de sa compétence ».

La rédaction semble claire. Par « causes de la saisie » il faut entendre la créance pour sûreté de laquelle elle est pratiquée. Sur ce point, il ne peut s'élever aucune discussion. Mais des auteurs, attachant à certaines explications données au cours des travaux préparatoires une importance exagérée, ont pensé qu'il convenait de restreindre singulièrement la formule de l'art. 14. Ils soutiennent que le juge de paix n'est compétent que si les causes de la saisie ne dépassent pas les limites de sa compétence ordinaire, c'est-à-dire

600 francs (1). Cette distinction entre la compétence ordinaire déterminée par l'art. 1^{er} et la compétence exceptionnelle établie par les articles suivants non seulement n'est en rien indiquée par le texte, mais même n'est pas conforme à l'esprit de la loi. L'intention du législateur a été d'attribuer au juge de paix la connaissance des saisies-arrêts toutes les fois qu'il peut statuer sur la créance du saisissant. L'argument invoqué par les partisans de l'interprétation que nous combattons est d'ailleurs d'une extrême faiblesse. L'art. 14, dit-on, a été puisé dans la proposition de loi discutée et votée en première délibération en 1891 : or, le rapporteur, M. Labussière, à la séance de la Chambre du 21 février 1891, déclarait : « ce que nous proposons, c'est tout simplement, dans des questions dont l'intérêt est inférieur à 300 ou à 1,500 francs, de charger le juge de paix de la décision du litige (2) ». Comme les chiffres cités étaient, dans la proposition, les limites de la compétence en premier et en dernier ressort on doit tenir pour certain que l'art. 14 ne vise que les saisies-arrêts dont les causes

(1) Bazenet, n° 57, p. 156 ; Cordonnier et Bonnefoy, n° 239, p. 119 ; Jouanneau, n°s 1702 et 1703, p. 412 et 413 ; Lancien, n° 253, p. 151 ; Pabon, t. IV, n° 3753, p. 454.

Just. de paix de Marseille le-Petit, 11 avril 1905 (*Mon.*, 1906, p. 125).

Contrà : Bouchez, n° 43 ; Million et Beaune, v° *Saisie-arrêt*, n° 33 ; Perrin, p. 50 et 57.

(2) *Doc. parl.* Ch., 1891, p. 385.

n'excèdent pas 600 francs. La base même de ce raisonnement est inexacte. M. Labussière, pressé de s'expliquer nettement au sujet de la portée de la disposition relative à la saisie-arrêt, ne pouvait songer à reprendre l'énumération des premiers articles de la proposition qui déterminaient la compétence du juge de paix : il a prévu seulement l'hypothèse la plus fréquente, comme le montre d'ailleurs la suite de sa réponse : « Il y a toute utilité à ce que le tribunal de paix, compétent pour statuer sur le fond de la réclamation, soit compétent pour autoriser la saisie et pour en prononcer la validité ». La même utilité se présente au cas où le juge de paix est compétent en vertu des art. 2 à 7 qu'au cas où il tient ses pouvoirs de l'art. 1^{er}. Il n'y a donc aucune raison pour introduire une distinction qui n'existe pas dans le texte de la loi.

§ 3. — Les exceptions.

Le législateur a pris soin, dans l'art. 14, de faire une réserve concernant l'application de la loi du 12 janvier 1895. Cette loi, nous l'avons vu, ne pose pas de limitation relativement à la compétence du juge de paix, dans les cas où elle s'applique. Il était important de faire remarquer que la loi nouvelle n'entendait pas y déroger (1). Mais, même à défaut de texte, on aurait dû donner cette solution, puisqu'il est de

(1) *Doc. parl. Sén.*, 1896, p. 879.

principe que les lois générales de dérogent pas aux lois spéciales.

L'art. 14 contient encore une autre exception. Elle est relative aux saisies-arrêts « concernant les administrations de l'enregistrement et des contributions indirectes », et se justifie aisément. On a pensé que la juridiction du juge de paix, pour les instances en validité de saisies-arrêts suivies par les administrations de l'enregistrement et des contributions indirectes, aurait des inconvénients graves et peu d'avantages pratiques. En vertu de l'art. 63 de la loi du 22 frimaire an VII, les procès intéressant ces administrations doivent toujours être portés devant les tribunaux civils de première instance. Ainsi, on ne pouvait, pour les saisies-arrêts pratiquées par lesdites administrations, réaliser l'unité de juridiction cherchée par l'art. 14. D'ailleurs la procédure spéciale établie par l'art. 63 de la loi de l'an VII est peu onéreuse : l'instruction se fait par simples mémoires respectivement signifiés et les seuls frais à supporter par la partie qui succombe sont ceux du papier timbré des significations et du droit d'enregistrement des jugements.

§ 4. — Autorisation de saisir-arrêter.

« La permission exigée, à défaut de titre, par l'art. 558 du Code de procédure civile sera délivrée par le juge de paix du domicile du débiteur et même

par celui du domicile du tiers saisi, sur requête signée de la partie ou de son mandataire » (art. 14, in fine).

C'est un simple rappel de la règle de droit commun. Aussi cette disposition se passe-t-elle de commentaire. Nous ferons seulement remarquer qu'elle diffère de celle relative à la saisie-arrêt des salaires. Nous avons expliqué pourquoi la loi de 1895 avait dérogé à l'art. 558 du Code de procédure en ne reconnaissant qu'au juge de paix du domicile du débiteur le pouvoir d'autoriser la saisie. La même raison n'existait pas ici, le législateur de 1905 n'ayant pas voulu créer une procédure spéciale pour les saisies-arrêts dont il attribuait la compétence au juge de paix.

Au point de vue de la compétence « *ratione materiæ* », le juge de paix peut seul autoriser les saisies-arrêts visées par l'art. 14. Si le président du tribunal civil, ne s'étant pas déclaré incompétent, comme il doit le faire, avait accordé cette autorisation, il faudrait donc décider que la saisie-arrêt peut être annulée à la demande du débiteur saisi.

Sur les pouvoirs du juge de paix et la question des voies de recours, nous n'avons rien à ajouter à ce qui a été dit à propos de la loi de 1895.

§ 5. — Demandes en validité, nullité et mainlevée.

Le juge de paix compétent pour statuer sur la demande en validité de la saisie-arrêt est le juge de

paix du domicile du débiteur. L'art. 14 ne le dit pas expressément ; mais c'est l'application de l'art. 567 du Code de procédure, qui est lui-même conforme au principe général de la compétence « *ratione personæ* » (art. 59 C. proc. civ.).

Quant à la compétence « *ratione materiæ* » nous avons vu comment la loi l'avait déterminée. Aux termes de l'art. 14 : « Les juges de paix connaissent des demandes en validité, nullité et mainlevée de saisies-arrêts... lorsque les causes des saisies n'excèdent pas les limites de leur compétence ». D'après l'opinion que nous avons admise (1), pour que le juge de paix soit compétent, il n'est pas toujours nécessaire que la créance pour le recouvrement de laquelle la saisie-arrêt est pratiquée soit inférieure à 600 francs, taux de la compétence ordinaire du juge de paix en premier ressort : elle pourra s'élever jusqu'à 1,500 francs si l'on se trouve dans l'une des matières prévues par l'art. 2 et à un chiffre quelconque si le juge de paix est compétent pour statuer sur la créance en vertu des art. 3 à 7.

Pour la détermination du montant de la demande, il faut tenir compte non seulement du principal de la créance, mais aussi des intérêts qui peuvent être dus au jour de l'opposition. Cependant ne doivent pas entrer dans la fixation de ce chiffre les frais de la

(1) Voir la discussion, p. 80 et suiv.

saisie-arrêt et de l'instance en validité, même en supposant qu'ils aient été évalués dans l'ordonnance autorisant la saisie, ni les intérêts qui ont couru postérieurement au jour de la demande (1).

Lorsque à la demande en validité de la saisie-arrêt est jointe la demande en condamnation au paiement de la créance, le juge de paix est, dans le système établi par l'art. 14, toujours simultanément compétent pour connaître des deux demandes, puisqu'il ne connaît de la première que s'il a le pouvoir de statuer sur la seconde. Aussi y a-t-il lieu de s'étonner de voir les auteurs envisager la nécessité pour le juge de paix de surseoir à se prononcer sur la validité de la saisie, quand il n'est pas compétent pour statuer sur l'existence ou le quantum de la créance. La plupart des auteurs, en effet, prévoient le cas où la créance du saisissant est commerciale et décident que le juge de paix, incompétent en matière commerciale, doit disjoindre les causes, se dessaisir de la demande en paiement et retenir la demande en validité. Ils se laissent en cela visiblement influencer par la jurisprudence établie relativement à la loi de 1895. Ils n'hésitent pas d'ailleurs à invoquer un arrêt de Cassation du 22 février 1905, que nous avons déjà rencontré (2). Cet arrêt décide que, si, au cours d'une instance en

(1) Just. de paix de Lectoure, 26 février 1909 (*Rev.*, 1910, p. 60).

(2) *Lancien*, n° 236, p. 157.

matière de saisie-arrêt de salaires et de petits traitements, il s'élève un litige non sur la régularité de la saisie-arrêt considérée en elle-même, mais sur l'existence ou la quotité de la créance, en vertu de laquelle le saisissant prétend agir, le juge de paix, saisi d'un différend qui excède les limites de sa compétence, doit surseoir à statuer et renvoyer les intéressés à se pourvoir devant la juridiction compétente. Les auteurs qui considèrent cette solution comme devant être appliquée aux saisies-arrêts visées par l'art. 14, ne nous paraissent pas avoir compris le principe posé par cet article et combien il est différent du système adopté par la loi de 1895. La question résolue par l'arrêt de Cassation du 22 février 1905, naît de la diversité des pouvoirs du juge de paix relativement à la demande en validité de la saisie et à la contestation sur la créance. Elle ne saurait donc se présenter sous le régime admis par le législateur de 1905 pour les saisies-arrêts de droit commun. Ou le juge de paix est compétent pour connaître de la créance et il peut statuer sur les deux demandes, ou la créance excède les limites de sa compétence et il ne peut statuer ni sur l'une, ni sur l'autre. Il n'y a pas d'hypothèse intermédiaire. Ainsi, quand la créance du saisissant est commerciale, le juge de paix est incompétent pour prononcer sur la demande en validité, puisque les causes de la saisie, c'est-à-dire la créance du saisissant, échappent à sa compétence. L'application

littérale de l'art. 14 de la loi de 1905 conduit à cette solution, aussi bien que l'esprit même de la loi. Il est regrettable que la jurisprudence, à la suite de la doctrine, se soit prononcée jusqu'ici en sens contraire (1). Cela tient à ce qu'elle entend de la façon suivante la règle de compétence contenue dans l'art. 14 : le juge de paix est compétent quand les causes de la saisie n'excèdent pas 600 francs.

L'appel contre la décision rendue par le juge de paix sur la demande en validité ou en mainlevée ne sera recevable que si le montant de la créance du saisissant dépasse le taux du dernier ressort, soit 300 francs, sauf dans les matières de l'art. 7 sur lesquelles le juge de paix ne prononce jamais qu'à charge d'appel.

§ 6. — Déclaration affirmative du tiers saisi

Compétent pour statuer sur les demandes en validité, nullité et mainlevée de saisies-arrêts, le juge de paix l'est aussi pour connaître des demandes en déclaration affirmative. L'art. 14 le dit formellement, mais il s'explique mal : son interprétation en est rendue, sinon douteuse, du moins difficile.

(1) Just. de paix de Maubeuge, 12 décembre 1906 (*Journ.*, 1907, p. 219) ; Just. de paix de Lille, 19 décembre 1907 (*Rev.*, 1908, p. 12) ; — Just. de paix de Montdidier, 24 décembre 1907 (*Décis.* 1908, p. 188) ; — Just. de paix de St-Quentin, 29 février 1908 (*Décis.* 1908, p. 245).

Le tiers saisi doit être assigné en déclaration affirmative devant le juge de paix qui doit connaître de la saisie, c'est-à-dire devant le juge de paix du débiteur saisi (art. 570 C. proc. civ.). Mais s'il n'est pas sur les lieux, il pourra faire sa déclaration devant le juge de paix de son domicile (art. 571 C. proc. civ.). Enfin, si sa déclaration est contestée, le tiers saisi, de simple témoin, devient partie défenderesse à une instance nettement distincte de celle en validité : aussi l'art. 570 du Code de procédure l'autorise-t-il à demander son renvoi devant son juge. Si ce renvoi ne soulève qu'une question de compétence « *ratione personæ* », le tiers saisi n'est recevable à le demander qu'avant toutes exceptions et défenses (1). Il n'en serait pas de même s'il s'agissait d'une question de compétence « *ratione materiæ* » : l'art. 570 pourrait être invoqué en tout état de cause.

Nous avons précédemment reproché à la jurisprudence une interprétation qui ne tient pas suffisamment compte du texte de l'art. 14 ; au contraire, en matière de contestation sur la déclaration affirmative, la jurisprudence nous semble s'être trop préoccupée des termes de cet article, pas assez des principes du droit commun de la saisie-arrêt. « Les juges de paix connaissent des demandes en validité, nullité et mainlevée de saisies-arrests et oppositions... », ainsi que des

(1) Paris, 10 mars 1909 (D., 1909, 2, 125).

demandes en déclaration affirmative, lorsque les causes des saisies n'excèdent pas les limites de leur compétence ». Ainsi s'exprime la loi de 1905. Faut-il en conclure que le juge de paix est compétent pour statuer sur la contestation relative à la déclaration du tiers saisi, encore que cette contestation roule sur une créance qui, par sa quotité ou par sa nature, échappe à la compétence du juge de paix, à la seule condition que les causes de la saisie n'excèdent pas les limites de cette compétence (1). Les conséquences d'une telle solution seraient graves : la compétence du juge de paix se trouverait étendue indirectement à des litiges parfois très importants. Il n'est pas rare de voir un créancier, pour une dette minime, saisir-arrêter une somme considérable. Le juge de paix, qui eût été incompétent pour statuer sur la dette du tiers saisi à l'égard du saisi, va-t-il pouvoir en connaître par cela seul que le litige s'est élevé au cours de l'instance en validité de saisie-arrêt ? Pour le soutenir, on allègue le texte de l'art. 14, on tire aussi un argument d'analogie de la loi du 12 janvier 1895. La loi de 1895 est une loi d'exception, établissant un système de procédure tout à fait particulier : c'est une erreur de vouloir s'y reporter pour interpréter une disposition générale. Pour éclairer le sens de l'art. 14, il faut, au

(1) C'est la solution qu'admet une décision de la just. de paix de Vouvray, du 17 janvier 1908 (*Rev.*, 1909, p. 206).

contraire, se référer au principe du droit commun. Le législateur de 1905 a entendu seulement substituer dans une certaine mesure la juridiction du juge de paix à celle du tribunal civil. On doit donc décider que, dans les limites de l'art. 14, le juge de paix est compétent de la même manière et dans les mêmes conditions que l'était, avant la réforme, le tribunal civil. C'est pourquoi nous avons admis que le tiers saisi pouvait, au cas où sa déclaration était contestée, se prévaloir de l'art. 570 du Code de procédure civile pour demander son renvoi devant son juge naturel, c'est-à-dire, pour ce qui est de la compétence « *ratione materiæ* », devant le tribunal civil, si la contestation est supérieure à 600 francs, devant le tribunal de commerce, si elle est de compétence commerciale.

En ce qui concerne la recevabilité de l'appel, un récent arrêt de Cassation (1), adoptant les idées que nous combattons, déclare dans ses motifs : « qu'en prenant les causes de la saisie, c'est-à-dire la somme réclamée par le saisissant, comme base de la fixation du taux du ressort, la loi ne distingue pas suivant que le tiers saisi serait débiteur d'une somme inférieure ou supérieure à ce taux ; que préoccupée uniquement de l'intérêt du saisissant et désireuse de simplifier la procédure, elle s'est inspirée du principe déjà inscrit

(1) Cass., 6 avril 1908 (S., 1909, 1, 425, avec une note de M. Albert Tissier, à laquelle nous empruntons la plupart de nos arguments).

dans la loi du 12 janvier 1895 qui, à propos des saisies-arêts sur les salaires et petits traitements, a attribué aux juges de paix seuls la connaissance des contestations nées tant à l'occasion des déclarations affirmatives que de la nullité ou du maintien des saisies-arêts ». Ce raisonnement contient, à notre avis, plusieurs inexactitudes. Comment peut-on prétendre que la loi se préoccupe uniquement de l'intérêt du saisissant, alors qu'il résulte très nettement des travaux préparatoires, et en particulier du rapport de M. Cruppi (1), que le législateur n'a eu en vue que l'intérêt du débiteur ? De plus, nous avons dit pourquoi nous repoussions tout argument tiré de la loi de 1895. Il convient de remarquer qu'ici cette argumentation n'est rien moins que probante : le texte de la loi de 1895 n'implique nullement que la décision du juge de paix ne soit susceptible d'appel que si la créance du saisissant dépasse les limites de sa compétence en dernier ressort. Aussi nous avons admis, lors de l'étude de cette question (2), qu'il faut envisager non la créance du saisissant, mais bien la contestation elle-même. C'est la même solution que nous donnerons ici, non pas en invoquant la loi de 1895, mais en faisant appel au droit commun. Le Code de procédure, au titre des saisies-arêts, se borne à décider que le

(1) Voir p. 79.

(2) Voir p. 73.

tiers saisi sera assigné devant le tribunal qui doit connaître de la saisie : il ne contient aucune disposition permettant de croire qu'il a entendu déroger à la règle du double degré de juridiction relativement à la contestation sur la déclaration affirmative.

Supposons maintenant que le tiers saisi n'ait pas fait sa déclaration ou qu'il n'ait pas fourni les pièces justificatives nécessaires, aux termes de l'art. 577 du Code de procédure « il sera déclaré débiteur pur et simple des causes de la saisie ». Dans ce cas, aucune difficulté ne pourra s'élever au sujet de la compétence. Le juge de paix n'aura pas, comme dans l'hypothèse précédente, à statuer sur la dette du tiers saisi à l'égard du saisi. L'intérêt du procès est limité aux causes de la saisie. Il faudra donc, pour savoir si le juge de paix est compétent ou si sa décision est susceptible d'appel, considérer uniquement la créance du saisissant.

Dans l'espèce au sujet de laquelle la Cour de Cassation a été appelée à se prononcer, on devait, pour les mêmes raisons, donner la même solution. Le tiers saisi, sans tenir compte de la saisie-arrêt, s'était imprudemment libéré aux mains de son créancier, le saisi. De ce fait, le saisissant, invoquant l'art. 1242 du Code civil, soutenait que le paiement n'était pas valable en ce qui le concernait et demandait la condamnation du tiers saisi comme débiteur pur et simple des causes de la saisie. Ici encore l'intérêt du litige était

représenté par la créance même du saisissant et il était juste que le jugement fût déclaré en dernier ressort puisque cette créance était inférieure à 300 francs. Mais la Cour de Cassation a eu le tort, pour motiver son arrêt, d'assimiler ce procès à celui qui peut s'élever sur la dette du tiers saisi au cas où la déclaration est contestée et de poser le principe que nous avons critiqué. Il y a lieu de penser que c'est une simple erreur dont elle n'a pas aperçu la portée et qu'elle ne maintiendrait pas si elle avait à se prononcer effectivement sur la contestation relative à la déclaration du tiers saisi.

QUATRIÈME PARTIE

Compétence attribuée au juge de paix en matière de saisie-arrêt par la loi du 13 juillet 1907 (1)

§ 1^{er}. — Le principe posé par l'art. 7.

La loi du 13 juillet 1907, qui accorde à la femme mariée la libre disposition de son salaire, règle dans ses art. 7 et suivants l'obligation pour chacun des époux de contribuer aux charges du ménage. Il était utile, comme correctif des pouvoirs nouveaux conférés à la femme, de la soumettre à cette obligation, comme l'avaient fait les art. 1448, 1537 et 1575 du Code civil à propos des régimes matrimoniaux où la femme con-

(1) Bibliographie : Crevoisier, *Le libre salaire de la femme mariée*; Henri Lalou, *Droits de la femme mariée sur les produits de son travail et les produits du travail de son mari*; Le Courtois et Surville, *La loi du 13 juillet 1907 sur le libre salaire de la femme mariée et la contribution aux charges du ménage*; Pierre Morin, *Les droits de la femme mariée sur les produits de son travail* (Thèse, Caen, 1908).

serve la gestion de ses biens. Il était juste, prévoyant l'abandon du domicile conjugal par le mari, d'établir contre lui la réciprocité de cette obligation.

La loi ne s'est pas contentée de formuler un principe équitable : elle s'est occupée surtout d'en rendre l'application pratique. Avec raison, elle a pensé que, pour ce cas exceptionnel, il fallait simplifier encore la procédure de saisie-arrêt des salaires afin de la rendre aussi économique que possible et surtout rapide : la femme, abandonnée par son mari, peut se trouver subitement privée de toutes ressources, si elle n'a pas une profession qui lui procure de quoi vivre. Aussi n'a-t-on pas hésité, cette fois encore, à faire appel au juge de paix, d'autant plus qu'il s'agit ici d'une contestation intéressant au plus haut point la famille et que le juge de paix est le magistrat naturel de la famille.

L'art. 7 de la loi du 13 juillet 1907 est ainsi conçu : « Faute par l'un des époux de subvenir spontanément, dans la mesure de ses facultés, aux charges du ménage, l'autre époux pourra obtenir du juge de paix du domicile du mari l'autorisation de saisir-arrêter et de toucher des salaires et du produit du travail de son conjoint une part en proportion de ses besoins ».

Ce texte n'attribue pas seulement compétence au juge de paix pour autoriser la saisie-arrêt, mais aussi pour fixer la part contributive de l'époux qui se dérobe à son obligation. Nous n'avons à l'envisager que sous

son premier aspect. A cet égard, il ne constitue pas un très grand progrès sur la loi du 12 janvier 1895 et sur l'art. 14 de la loi du 12 juillet 1905. Cependant, le juge de paix sera compétent, en vertu de l'art. 7 de la loi de 1907, à quelque chiffre que s'élève le traitement du saisi, si celui-ci est employé ou fonctionnaire, et quel que soit le montant de la demande.

§ 2. — Conditions d'application.

Pour que le juge de paix soit compétent pour connaître d'une saisie-arrêt conformément à l'art. 7 de la loi du 13 juillet 1907, il faut :

- 1° Que le saisissant soit l'époux du saisi ;
- 2° Que le saisissant réclame du saisi l'exécution de son obligation de contribuer aux charges du ménage, dans la mesure de ses facultés ;
- 3° Que la saisie-arrêt soit pratiquée sur les salaires ou le produit du travail du saisi.

De la première condition, on doit conclure que le juge de paix ne serait pas compétent pour autoriser une saisie-arrêt formée par un époux divorcé contre son ex-conjoint pour sûreté de la pension alimentaire accordée en vertu de l'art. 301 du Code civil (1).

Au sujet de la deuxième et de la troisième conditions, des difficultés plus sérieuses se présentent. Il

(1) Lalou, n° 91, p. 209.

faut d'abord définir ce que la loi entend par « les charges du ménage ». Cette expression semble devoir être prise dans son acception la plus large : elle comprend toutes les dépenses de nourriture, d'entretien et d'habillement des époux, le coût du loyer et tout ce qu'on est convenu d'appeler les dépenses de ménage, au sens étroit. Doit-on y faire rentrer les dépenses nécessaires à la vie et à l'éducation des enfants ? L'article 7 semble ne pas en tenir compte, puisqu'il dit que l'époux pourra obtenir du juge de paix l'autorisation de saisir-arrêter des salaires de son conjoint « une part en proportion de *ses* besoins » (1). Cette disposition n'est-elle donc qu'une application de l'article 212 du Code civil et ne permet-elle à chacun des époux que d'obtenir une pension alimentaire de l'autre ? Tel n'est certainement pas l'esprit de la loi : le projet adopté par la Chambre le 27 février 1896 donnait à la femme, en cas d'abandon par le mari du domicile conjugal, le droit de saisir-arrêter et de toucher des salaires de son mari « une part en proportion de ses besoins *et du nombre de ses enfants* » ; il n'accordait un droit réciproque au mari qu'en cas d'existence d'enfants (2).

(1) Voir dans ce sens la note de M. Albert Wahl, sous un arrêt de la Cour de Paris du 7 décembre 1907 qui prétendait voir dans les art. 7 et suiv. de la loi du 13 juillet 1907 une application du principe de l'action personnelle et directe de la femme contre le mari pour le contraindre à contribuer aux charges de l'entretien des enfants communs (S., 1909, 1, 209).

(2) *Doc. parl. Ch.*, 1896, p. 313, art. 2 de la proposition de loi.

Or, le rapporteur de la loi au Sénat, M. Guillier, déclare que la commission a approuvé entièrement cette idée et se l'est appropriée en en modifiant la forme : elle a supprimé seulement la distinction entre les deux époux (1). Bien plus, à la séance du Sénat du 14 mai 1907 (2), le même rapporteur expose que la saisie-arrest simplifiée, instituée par les art. 7 et suivants, a pour but « de permettre à l'époux qui reste au foyer et qui conserve la charge et l'entretien des enfants, de subvenir à cet entretien ».

Pour désigner les sommes qui peuvent être saisies-arrêtées, l'art. 7 de la loi de 1907 n'emploie pas les mêmes termes que l'art. 1^{er} de la loi de 1895 : tandis que le second parle des salaires et des appointements ou traitements, le premier se sert d'une expression plus vague : « salaires et produits du travail ». Cette formule est-elle plus large ? Faut-il la considérer comme s'appliquant non seulement à la rémunération du travail dans le contrat de louage de travail, mais aussi à toutes les sommes qui proviennent d'économies réalisées sur le salaire ? L'expression « produits du travail » a, d'après nous, simplement pour but d'éviter une énumération qui aurait pu être incomplète, la rémunération du travail prenant, selon les cas, les noms variés que l'on sait. Aussi ne nous paraît-il pas exact de considérer la disposition de l'art. 7 comme

(1) *Doc. parl. Sén.*, 1907, ann., n° 77, p. 56.

(2) *Doc. parl. Sén.*, 1907, p. 621 et 622.

visant même les économies réalisées sur les salaires (1). Si la loi avait voulu qu'il en fût ainsi, elle aurait su s'en expliquer clairement, comme elle l'a fait dans son art. 1^{er}, où elle décide que la femme a « sur les produits de son travail personnel et les économies en provenant » les mêmes droits d'administration que la femme séparée de biens. Elle a donc jugé avec raison que les termes « produits du travail » étaient insuffisants pour comprendre les économies faites sur le salaire.

L'intérêt pratique de la question se rencontre surtout au sujet des pensions de retraite. Un époux pourra-t-il être autorisé par le juge de paix, conformément à la loi du 13 juillet 1907, à saisir-arrêter une portion de la pension de retraite servie à son conjoint ? Nous ne le croyons pas et ce pour les raisons que nous avons données à propos de la loi de 1905 (2).

(1) Henri Lalou, n° 84, p. 194. En sens contraire, Pierre Morin, p. 341.

(2) *Contrà* : Just. de paix du Raincy, 30 octobre 1908 (*Rev.* 1909, p. 385).

M. Henri Lalou (n° 84, p. 195 et 196) fait la distinction suivante : Si la pension de retraite est constituée par des retenues sur les salaires ou appointements, c'est une économie sur les produits du travail et l'art. 7 de la loi du 13 juillet 1907 ne peut recevoir application. Il en est différemment si la pension de retraite est allouée par le patron sans retenue sur les salaires ou appointements, car elle remplace alors le salaire que l'ouvrier, atteint par l'âge, ne peut plus gagner. Nous pensons que, dans la seconde hypothèse comme dans la première, on doit repousser toute application de la

Quelque opinion qu'on adopte dans la discussion qui précède, on ne saurait que critiquer la décision qui, par application de l'art. 7 de la loi du 13 juillet 1907, a admis une femme mariée à saisir-arrêter, entre les mains du fermier, une part des revenus d'un immeuble appartenant à ladite femme (1). Il ne s'agit certes pas dans ce cas du produit du travail du mari et la loi de 1907, loi d'exception, ne peut être interprétée que restrictivement.

§ 3. — Séparation de fait des époux

Un autre point a donné lieu à une jurisprudence déjà abondante. C'est la question de savoir si l'art. 7 de la loi du 13 juillet 1907 est susceptible de recevoir son application au cas où les époux vivent séparés de fait. Pour repousser la compétence du juge de paix, on invoque les arguments suivants. L'art. 7 parle des charges du ménage, ceci implique que les époux

loi de 1907. En effet, la pension de retraite, même dans ce cas, ne saurait être assimilée au salaire : nous l'avons dit, pour qu'il y ait salaire il faut qu'il y ait travail correspondant. D'ailleurs, le plus souvent, la pension de retraite est formée à la fois par des retenues sur les salaires et par un complément ajouté par le patron : il faudrait donc, si l'on adoptait l'opinion de M. Lalou, diviser en deux parties les arrérages de la pension, ce qui soulèverait dans la pratique de sérieuses difficultés.

(1) Just. de paix de Montredon, 4 novembre 1907 (Décis. 1908, p. 57).

vivent en commun. « Deux époux qui se sont constitués, chacun de son côté, une existence indépendante dans une habitation distincte n'ont plus de charges communes et ne peuvent être tenus pour vivant en ménage. » La loi de 1907 a créé, pour le cas de vie en commun, une nouvelle sanction de l'obligation pour chaque époux de contribuer aux charges du ménage. Mais dans l'hypothèse d'une séparation de fait, celui des époux qui prétend avoir droit à une pension alimentaire ne peut fonder son action que sur les art. 212 et 214 du Code civil. Il doit, pour en justifier le principe, établir qu'il a été contraint à une habitation séparée par la faute de l'autre époux. Telle était la jurisprudence antérieure à 1907 et la loi ne peut avoir eu en vue de régler une situation à laquelle il avait été pourvu depuis longtemps. Pour toutes ces raisons, les art. 7 et suivants de la loi de 1907 ne visent que l'hypothèse d'époux vivant en commun (1).

Il est facile de combattre cette interprétation qui, du reste, n'a obtenu que peu de succès. On trouve dans les travaux préparatoires la pensée du législateur très explicitement exposée : « Le droit pour chacun des époux de faire saisir-arrêter les salaires de l'autre est reconnu par cela seul que ce dernier néglige de

(1) Ces arguments sont pris dans un jugement du trib. civ. de l'Oulogne sur-Mer du 5 mars 1908 (D., 1909, 2, 17, note en sens contraire de M. Henri Lalou ; Ann. 1909, p. 35 ; Rev., 1908, p. 198, note de M. Lancien).

contribuer spontanément dans la mesure de ses ressources à l'entretien du ménage. Ces expressions englobent le cas, qui est le plus fréquent, d'abandon par un des époux du domicile conjugal. » Ainsi s'exprime d'une façon très précise M. Guillier, dans son rapport (1). Plus tard, lors de la discussion du projet, en expliquant la disposition de l'art. 7, il ne prévoit même que l'hypothèse de l'abandon du domicile conjugal par le mari ou par la femme (2). D'ailleurs, il est de toute évidence que, si l'on exceptait cette hypothèse, la disposition de l'art. 7 n'aurait guère d'utilité. Quand les époux habitent ensemble, il est à présumer qu'ils vivent en bonne intelligence et, par suite, sont d'accord pour contribuer selon leurs ressources aux charges du ménage. D'autre part, nous avons eu déjà l'occasion de le rappeler, c'est une méthode d'interprétation condamnée que d'introduire des distinctions là où le texte n'en fait pas. Il n'y a aucune raison plausible d'établir ici deux régimes différents. L'argument tiré du mot « ménage » dont le sens serait « famille groupée sous le même toit », ne saurait être pris en considération. Est-ce que, par cela seul que les époux sont séparés, les charges du ménage cessent d'exister ? Bien au contraire, elles augmentent. Enfin de ce que, avant la loi de 1907, la jurisprudence

(1) *Doc. parl. Sén.*, 1907, ann. n° 77, p. 56.

(2) *Doc. parl. Sén.*, 1907, p. 621.

admettait l'époux, qui avait eu un juste motif de se séparer de son conjoint, à réclamer à celui-ci une pension alimentaire (1), tandis qu'elle refusait ce droit à l'époux qui continuait à cohabiter avec son conjoint (2), on ne saurait conclure que la loi de 1907 n'a entendu régler que cette dernière hypothèse. Même dans le premier cas, la réforme présente un intérêt très appréciable en permettant à l'époux demandeur de suivre une procédure très simplifiée et très rapide ; de plus, par application des art. 212 et 214 du Code civil, cet époux ne pouvait réclamer qu'une pension alimentaire : en vertu de l'art. 7 de la loi de 1907, il pourra être autorisé à saisir-arrêter sur les salaires de son conjoint non seulement ce qui lui est nécessaire pour lui-même, mais aussi de quoi subvenir à l'entretien des enfants dont il a la charge (3).

Dès le début, la jurisprudence s'est, le plus souvent, prononcée pour cette solution (4). Un arrêt de Cassa-

(1) Cass., 2 janvier 1877 (D., 1877, 1, 162 ; S., 1877, 1, 257) ; Pau, 8 mai 1890 (S., 1891, 2, 3) ; — Nancy, 6 juillet 1895 (D., 1896, 2, 181 ; S., 1897, 2, 45) ; — Trib. civ. de la Seine, 1^{er} juillet 1898 (*Gazette des Tribunaux*, du 27 août 1898).

(2) Cette distinction faite par la jurisprudence ne nous paraît nullement justifiée. Voir sur ce point l'étude de M. Albert Tissier (*Rev. crit.*, 1897, p. 609).

(3) Nous avons admis en effet que l'entretien des enfants rentrait dans les charges du ménage. Voir p. 98 et 99.

(4) Just. de paix de Paris (18^e arr.), 4 octobre 1907 (*Mon.*, 1907, p. 502) ; — Just. de paix de Montredon, 4 novembre 1907 (Décis. 1908, p. 57) ; — Just. de paix de Calais, 8 janvier 1908 (*Journ. des Huissiers*, 1908, p. 153 ; *Rev.*, 1908, p. 198) ; — Just. de paix de

tion semble l'avoir définitivement fixée en ce sens. Les auteurs décident de même (1).

§ 4. — Cas où le juge de paix n'est pas compétent pour fixer la part contributoire.

Lorsque deux époux sont en instance de divorce ou de séparation de corps, peuvent-ils encore invoquer la disposition de l'art. 7 de la loi de 1907 ? La difficulté vient de ce que les art. 238 et 240 du Code civil attribuent formellement, soit au président du tribunal civil chargé de la conciliation, soit au tribunal civil saisi de la demande en divorce ou en séparation, la connaissance des demandes relatives aux aliments

St-Gilles, 15 mai 1908 (*Gaz. Pal.*, 1908, 1, 603 ; *Rev.*, 1909, p. 17) ; — Cass., 1^{re} février 1909 (D. 1909, 1, 85 ; S., 1909, 1, 209, note de M. Albert Tissier ; Ann. 1909, p. 282) ; — Just. de paix de St-Gilles, 5 mars 1909 (Décis. 1909, p. 252).

Un jugement du trib. civ. de Valenciennes du 25 mars 1909 (*Rev.*, 1910, p. 150), décide que si la loi du 13 juillet 1907 demeure applicable au cas d'une séparation de fait imposée par des circonstances fortuites (raisons professionnelles, de famille ou de santé), il en est autrement lorsque les époux vivent volontairement séparés de fait par suite de mésintelligence. C'est une nouvelle distinction qu'il y a lieu de repousser comme la précédente. Voir les déclarations de M. Guillier, p. 102 et 103. Au reste, on ne saurait attribuer aucun effet juridique à cette séparation volontaire : les obligations réciproques des époux subsistent comme avant.

(1) Crevoisier, n° 70, p. 62, en note ; Le Courtois et Surville, n° 21, p. 18 ; Henri Lalou, n° 82, p. 185 et suiv. ; Pierre Morin, p. 336. Voir aussi dans ce sens une dissertation de l'auteur (Ann. 1909, p. 109) et un article de M. P. de Renty (*Rev.* 1909, p. 232).

pour la durée de l'instance. Un jugement a reconnu à l'époux, qui réclame des aliments, le droit de se pourvoir, à son choix, soit devant le tribunal civil, soit devant le juge de paix (1). Nous repoussons cette solution. La raison, qui a fait attribuer, d'une façon spéciale, la compétence en cette matière au juge saisi de la demande en divorce ou en séparation de corps, est que la fixation de la pension alimentaire fait partie d'un ensemble de mesures provisoires (résidence de l'époux demandeur, garde des enfants, etc.) dont il y a tout intérêt à confier l'appréciation à un même juge (2). Au reste, la règle de compétence contenue dans les art. 238 et 240 est une disposition spéciale, à laquelle la disposition plus générale de l'art. 7 de la loi de 1907 n'a pas pu déroger. Le juge de paix ne pourra donc pas, dans l'hypothèse envisagée, déterminer la part contributoire des époux aux charges du ménage. Restera-t-il néanmoins compétent pour autoriser la saisie-arrêt sur les salaires de l'époux condamné à servir une pension alimentaire à son conjoint ?

Il semble rationnel d'admettre la solution affirmative. Le juge de paix a reçu de l'art. 7 une double mission :
1° fixer la mesure dans laquelle doit contribuer aux

(1) Just. de paix de St-Nazaire, 26 juillet 1909 (D. 1910, 2, 9, note de M. Henri Lalou).

(2) Just. de paix de Port-Ste-Marie, 12 juin 1909 (*Rev.*, 1910, p. 183).

charges du ménage l'époux qui se refuse à le faire spontanément ; 2° autoriser l'époux demandeur à saisir-arrêter les salaires de son conjoint pour sûreté de la pension alimentaire qui lui est allouée. Il est conforme à l'esprit de la loi de 1907 de reconnaître au juge de paix le pouvoir de remplir la seconde de ces missions alors même qu'un texte s'oppose à ce qu'il s'acquitte de la première (1). En effet, les raisons qui ont décidé le législateur à créer cette procédure de saisie-arrêt extrêmement simplifiée subsistent au cas où la pension alimentaire a déjà été fixée par le tribunal.

On devait donner la même solution toutes les fois que la part contributoire des époux aux charges du ménage a été antérieurement déterminée par un jugement du tribunal civil. Le juge de paix n'a pas le pouvoir de modifier la décision qui a réglé la question des aliments (2), mais il reste compétent pour autoriser la saisie-arrêt (3).

§ 5. — Compétence du juge de paix.

L'art. 7 n'a pas dérogé au principe de la compé-

(1) C'est la solution admise par M. Henri Lalou dans sa note au Dalloz, sous le jugement du juge de paix de St-Nazaire (D., 1910, 2, 10, n. 1, 2, 3).

(2) En sens contraire, just. de paix de St-Nazaire, 26 juillet 1909, déjà cité.

(3) Henri Lalou, n° 91, p. 209 et suiv.

tence « *ratione personæ* » en décidant que le juge de paix compétent serait celui du domicile du mari. Même si la demande est intentée par le mari, ce juge sera le juge du domicile du défendeur puisque, aux termes de l'art. 108 du Code civil : « La femme mariée n'a point d'autre domicile que celui de son mari ».

Un jugement a adopté, au sujet de la compétence « *ratione materiæ* », une opinion curieuse (1). Rien n'indiquant, dans les prescriptions de la loi comme dans les travaux préparatoires, que la loi du 13 juillet 1907 ait entendu déroger aux règles générales de la compétence inscrites dans la loi du 12 juillet 1905, il faut admettre qu'elle s'en réfère aux principes généraux de la compétence qui sont d'ordre public. Dans les textes postérieurs à la loi de 1905, par exemple dans la loi du 8 juillet 1907 sur la vente des engrais, le législateur n'a-t-il pas pris soin de spécifier la compétence absolue du juge de paix quel que soit le chiffre de la demande ? S'il ne l'a pas fait dans la loi du 13 juillet 1907, c'est intentionnellement.

L'exemple tiré de la loi du 8 juillet 1907 ne nous semble rien moins que probant. On peut à l'inverse citer d'autres lois qui, tous les commentateurs le reconnaissent, ont attribué au juge de paix une com-

1) Trib. civ. de Châlons-sur-Marne, 19 mars 1903 (D., 1910, 2, 9, note de M. Henri Lalou; *Journ.*, 1909, p. 529).

pétence illimitée sans le dire d'une façon formelle (1). Prétendre que la loi du 13 juillet 1907 n'a pas modifié la compétence du juge de paix, c'est imputer au législateur une suite de dispositions absurdes. En effet, l'art. 7 donne au juge de paix la mission de statuer sur une sorte de demande en pension alimentaire qui ne rentre pas dans l'énumération limitative de l'art. 7 de la loi du 12 juillet 1905, sur laquelle, par suite, il n'est pas compétent en vertu de cette loi. On peut aussi invoquer l'adage : « *Specialia generalibus derogant* ». Le texte de l'art. 7 de la loi du 13 juillet 1907 se suffit à lui-même. Il attribue compétence au juge de paix, sans faire aucune restriction. On doit décider que cette compétence est illimitée (2). Mais la décision du juge de paix sera toujours susceptible d'appel, puisqu'il n'est pas dérogé au principe du double degré de juridiction.

(1) M. Henri Lalou, dans la note précitée, donne comme exemples : la loi du 31 mars 1896, relative à la vente des objets abandonnés ou laissés en gage par les voyageurs aux aubergistes ou hôteliers (art. 5) ; la loi du 31 décembre 1903, relative à la vente des objets oubliés chez les ouvriers et industriels (art. 4).

(2) Crevoisier, n° 70, p. 62 ; Henri Lalou, n° 87, p. 200 ; Le Courtois et Surville, n° 22, p. 18 ; Pierre Morin, p. 338. Voir sur cette question un article de M. Eugène Gaudemet (*Revue trimestrielle de droit civil*, 1909, p. 669), qui adopte la même opinion.

CONCLUSION

Nous venons d'étudier, dans leur ordre historique, les différentes lois qui ont développé la compétence du juge de paix en matière de saisie-arrêt. Il nous reste à montrer, par un tableau final, comment leurs dispositions s'accordent et se complètent. Reprenons donc rapidement, pour les classer d'une façon rationnelle, les solutions que nous avons données au cours de cette étude.

1° *Saisie-arrêt ordinaire.* — Un créancier veut saisir-arrêter aux mains d'un tiers des sommes ou effets dus à son débiteur et qui ne constituent ni des salaires ni un traitement. Il n'aura, pour savoir quel juge est compétent, soit pour délivrer l'autorisation, soit pour statuer sur la validité, qu'à considérer la créance pour sûreté de laquelle il forme opposition. Cette créance est-elle de la compétence du juge de paix ? c'est au juge de paix que le créancier devra présenter sa requête ; c'est le juge de paix qui prononcera sur la validité de la saisie. Echappe-t-elle à sa compétence par son montant ou par sa nature ? le

créancier devra s'adresser au président du tribunal civil pour obtenir l'autorisation, saisir le tribunal civil de la demande en validité.

2° *Saisie-arrêt sur les salaires.* — Les pouvoirs du juge de paix sont beaucoup plus considérables, si la saisie-arrêt frappe les salaires d'un ouvrier ou les gages d'un domestique. Il est alors toujours compétent pour accorder l'autorisation et pour statuer sur la validité, la nullité ou la mainlevée de la saisie sauf appel si la valeur de la demande excède 300 francs.

3° *Saisie-arrêt sur les appointements ou traitements.* — Il y a lieu, dans cette hypothèse, d'envisager d'abord le montant annuel du traitement. S'il ne dépasse pas la somme de 2,000 francs, le juge de paix sera aussi largement compétent qu'au cas précédent. Au contraire, si le traitement est supérieur à 2,000 francs, la loi du 12 janvier 1895 cessant de s'appliquer, on devra se reporter aux règles de la saisie-arrêt ordinaire.

4° *Contribution aux charges du ménage.* — Enfin, si le créancier est l'époux du débiteur saisi et s'il veut saisir-arrêter une part de ses salaires pour le contraindre à exécuter son obligation de contribuer aux charges du ménage, il devra, quels que soient l'importance de la contribution qu'il réclame et le montant annuel des produits du travail de son conjoint, s'adresser au juge de paix, conformément aux dispositions de la loi du 13 juillet 1907.

On voit par ce tableau que la saisie-arrêt est l'une des matières où le juge de paix a la compétence la plus étendue. Pourtant le principe de cette compétence n'a été admis par le législateur qu'il y a une quinzaine d'années. Nous avons raison de dire, en commençant cette étude, qu'elle permettait, mieux que toute autre, d'apprécier les progrès sans cesse croissants de la compétence du juge de paix. Le législateur semble avoir pris à tâche de réaliser le vœu souvent émis par Gambetta, qui voyait dans l'agrandissement du rôle du juge de paix le pivot de la réforme judiciaire : « Je désirerais, disait-il, que le juge de paix devînt un magistrat d'une compétence de plus en plus grande, que sa juridiction devînt très étendue. Je voudrais que cette magistrature de paix, une des plus merveilleuses inventions de 1790 et de 1791, devînt pour ainsi dire la préoccupation dominante du Gouvernement et que l'on s'attachât surtout à élever, à grandir en considération, en influence et en crédit, le juge de paix qui vit au milieu de nos populations démocratiques (1) ».

(1) Ces paroles sont citées dans le rapport de M. Cruppi, du 25 février 1903 (*Doc. parl. Ch.*, 1903, ann., n° 773, p. 232).

Vu :
Le Doyen,
CAUWÈS.

Vu :
Le Président de la Thèse,
TISSIER

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

PLUM.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
INTRODUCTION.....	1

PREMIÈRE PARTIE

Période antérieure à 1895.....	9
§ 1. — Demandes en validité, nullité et mainlevée de saisie-arrest.....	10
§ 2. — Contestation sur la déclaration affirmative.....	13
§ 4. — Autorisation de saisir-arreter.....	14

DEUXIÈME PARTIE

Compétence attribuée au juge de paix par la loi du 12 janvier 1895.....	19
CHAPITRE I. — <i>Les causes de la réforme partielle de 1895...</i>	19
CHAPITRE II. — <i>Etendue d'application de la loi du 12 jan- vier 1895.....</i>	23
§ 1. — Objets saisissables.....	23
§ 2. — Débiteurs saisis.....	26
§ 3. — Distinction établie par la loi entre les ouvriers et les employés.....	29
§ 4. — Exception en faveur des créanciers d'aliments.....	31
CHAPITRE III. — <i>Les règles générales de la compétence du juge de paix en matière de saisies-arrests de salaires et de petits traitements.....</i>	35
§ 1. — Compétence « ratione materiæ ».....	35
§ 2. — Compétence « ratione personæ ».....	49
CHAPITRE IV. — <i>Autorisation de saisir-arreter.....</i>	59
CHAPITRE V. — <i>Demandes en validité, nullité et mainlevée</i>	62
CHAPITRE VI. — <i>Déclaration affirmative du tiers saisi.....</i>	70

TROISIÈME PARTIE

Pages.

Compétence attribuée au juge de paix en matière de saisie-arrêt par la loi du 12 juillet 1905	77
§ 1. — La justification de la réforme	77
§ 2. — La disposition de l'art. 14. Son interprétation.	80
§ 3. — Les exceptions	82
§ 4. — Autorisation de saisir-arrêter.	83
§ 5. — Demandes en validité, nullité et mainlevée.	84
§ 6. — Déclaration affirmative du tiers saisi.	88

QUATRIÈME PARTIE

Compétence attribuée au juge de paix en matière de saisie-arrêt par la loi du 13 juillet 1907	95
§ 1. — Le principe posé par l'art. 7	95
§ 2. — Conditions d'application	97
§ 3. — Séparation de fait des époux	101
§ 4. — Cas où le juge de paix n'est pas compétent pour fixer la part contributoire	105
§ 5. — Compétence du juge de paix	107
CONCLUSION	111

